L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Quatrième année
- N° 142 -
Vendredi
24 avril 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Vivre jusqu'au bout

Fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

REBATIR

Alors que c'est le gouvernement qui apparaît être la cible des sanctions, c'est le Parti socialiste qui en subit les conséquences. Aussi cela doit-il déboucher sur une modification des relations et du comportement du Parti par rapport au gouvernement, passant par une inévitable revalorisation du travail parlementaire.

Il va falloir autopsier la défaite, faire un examen de conscience et rebâtir. Nouveau nom ? Suppression des courants ? Changement de fonctionnement ? Deux orientations s'offrent : la première consiste à épouser la fragmentation du corps électoral, faire la proportionnelle (aménagée) et accélérer la constitution d'une nouvelle formation groupant les socialistes modernes, les écologistes réalistes, les centristes réformateurs et les personnalités extérieures compétentes et reconnues. La seconde nous invite à réinventer des pratiques, un programme avec une nouvelle identité, préalable indispensable avant les élections législatives pour recomposer une majorité qu'il ne sera possible de constituer qu'avec un partage du pouvoir et un contrat de gouvernement.

Aujourd'hui, les Françaises et les Français ont besoin d'être sécurisés. Pas sous une forme sécuritaire mais sur leur avenir (comme le débat sur les retraites le démontre), leur environnement ou leur emploi. Il faut tenir compte de ces besoins pour recomposer.

Des atouts existent et ils sont forts : un homme capable de succéder à François Mitterrand à la tête de l'Etat, une longue expérience du pouvoir que la gauche n'avait pas connue jusqu'alors, des femmes et des hommes capables de rassembler face à une droite dispersée que les scrutins ne plébiscitent pas.

Sachons vite retrouver une hygiène de vie politique pour valoriser ces atouts !

FABRICE VILLECHIEN
Maine-et-Loire (49).

BALAYONS

La faute de nos amis gouvernants est d'avoir voulu maintenir les privilèges des classes moyennes tout en prétendant défendre les défavorisés, smicards et économiquement faibles.

Il y a en France près d'un million et demi d'ingénieurs et cadres, ajoutez-y les professions libérales et les gros et moyens commerçants. De là, malgré la diversité des cas, quelque deux millions de foyers disposant d'un revenu de 20.000 à 50.000 F par mois. Ce sont les bénéficiaires d'une dose variable de superflu. Manne qui explique la multiplication du gâchis, la floraison de banques et d'antiquaires, la civilisation du gadget, les millions de résidences secondaires, les centaines de milliers de bateaux de plaisance.

Etant ingénieur en retraite, je peux dire cela sans être taxé de jalousie. Il n'est pas question de prôner un égalitarisme imbécile, mais il faut amorcer une réduction de l'éventail des revenus.

Pourquoi avoir renoncé à une augmentation de l'impôt direct au-dessus de 20.000 F de revenu mensuel ? N'oublions pas ce détail au passage, les prélèvements libératoires sur les revenus des valeurs ont été abaissés de 25 à 17% pour alignement sur les normes européennes. Je suis pour l'Europe, mais... ce sont toujours les mêmes qui gagnent.

Permettez ici un mot d'ingénieur : prétendre présenter un Projet de société -celui de décembre 1991- et aligner 132 pages pratiquement sans chiffre, dépasse l'entendement. Nos délégués nous prennent-ils pour des sous-développés ? Etonnez-vous après cela qu'on parle de bla-bla socialiste.

En résumé, balayons d'abord devant notre porte pour une France plus juste, plus sociale. Ne mettons pas six mois : à favoriser les transports en commun et à y assurer la sécurité ; à consacrer quelques centaines de millions aux difficultés criardes des villes nouvelles ; à favoriser la création d'entreprises moyennes.

ROLAND BOYER
Montrouge (92).

FOI SOCIALISTE

Lecteur assidu de "Vendredi" (le premier journal de ce nom avant notre hebdo d'aujourd'hui), j'avoue que mon plus grand plaisir est de savourer le courrier des lecteurs car je me sens en symbiose avec les militants.

Adhérent au Parti socialiste depuis le 26 avril 1926, je dois être parmi les doyens et, à ce titre, j'ai vécu un grand nombre d'événements, de luttes, d'échecs, de réussites parfois et, malgré les déceptions souvent profondes, j'ai toujours continué à militer (et je milite encore). Mais j'ai toujours refusé un poste électif. J'ai mené de durs combats syndicalistes en 1936 et je pourrais narrer de savoureuses anecdotes sur le comportement du secrétaire général de la SFIO (Paul Faure). Dès cette période, j'ai commencé la résistance en aidant nos camarades espagnols, j'ai continué la lutte en 1939 et, arrêté par Vichy en 1942, j'ai rejoint le maquis du Limousin. Dans la joie et la liberté retrouvées, j'ai participé, le 21 août 1944, à la libération de Limoges.

Aussi, quand je vois aujourd'hui des camarades encore jeunes (par rapport à moi) être découragés, tenir des propos désabusés, je leur dis comment pouvez-vous désespérer, vous résigner sans réagir, comment pouvez-vous croire qu'on puisse obtenir des résultats sans lutte, sans travail, sans surmonter les défaillances d'un moment ?

Bien sûr, je reconnais les difficultés, surtout dans un département (06) que l'on dit le plus pourri de France, mais quand on possède la foi socialiste, on n'abandonne pas ce qui est sa raison d'être et, si on a besoin d'aide, on fait comme moi, on se permet d'écrire au premier secrétaire pour l'informer et lui demander d'intervenir.

J'ai participé pendant des années aux travaux de l'UTS (l'Union des techniciens socialistes) avec Jules Moch et bien d'autres et j'aimerais bien que continuent ces études pour y collaborer, même si, comme en 1936, elles ne doivent pas avoir la suite souhaitée.

MARCEL PEYRETHON
Mandelieu (06).

L'EUROPE

Pour sortir la France de sa frilosité, il faut donner aux Français des raisons d'espérer et à la France un projet, une grande ambition.

L'enjeu majeur de la politique intérieure est celui de l'emploi. C'est sur sa capacité à réussir en matière d'emploi que le gouvernement sera jugé. Il faut donner une espérance aux jeunes à la recherche d'un premier emploi, aux chômeurs de longue durée et à tous ceux qui sont inquiets devant l'inconnu du lendemain.

Certes, les marges de manœuvre économiques pour répondre au déficit social sont limitées. Le recours aux privatisations partielles est une solution. Sera-t-elle suffisante ? Je suis de ceux qui pensent que des marges de manœuvre financières peuvent être dégagées par des choix drastiques en matière de défense.

- Est-il indispensable de conserver une force de dissuasion nucléaire à trois composantes ?
- Est-il nécessaire de poursuivre la fabrication du missile préstratégique Hadès d'une portée inférieure à 500 km ?
- Faut-il conserver à son niveau un corps de bataille aéro-terrestre destiné à participer à la bataille en Europe ?

Il ne s'agit pas de renoncer à notre effort de défense mais de définir un équilibre entre l'obsession du rang de la France en matière de défense et sa capacité à relever les grands défis auxquels elle est confrontée (éducation, formation, Europe, etc.).

Notre ambition, c'est l'Europe. L'accord de Maastricht est un événement majeur de notre histoire. L'union économique et monétaire est désormais un fait irréversible. Pourtant, l'opinion française est inquiète.

Quelles seront les conséquences de l'union économique pour nos entreprises ? Seront-elles mieux armées pour conquérir des marchés ? Beaucoup de Français font un complexe face à l'Allemagne. La réunification allemande a réveillé en France de vieilles craintes. Il faut expliquer aux Français ce qu'est l'Europe aujourd'hui, ce qu'elle n'est pas encore. Leur dire que la peur de l'Allemagne, c'est la peur de nos propres faiblesses, que la surpuissance allemande serait dangereuse dans une Europe inorganisée.

L'avenir de l'Europe sera servi par une Allemagne forte. L'équilibre européen requiert face à cette Allemagne forte une France cohérente et dynamique.

Cela dépend des Français et d'eux seuls. Il faut les convaincre de la nécessité de dépasser notre égoïsme national et de regarder, avec audace, au-delà de notre propre horizon.

L'Europe à construire sera aussi celle de nos villes et de nos régions. Elle sera celle de la paix et de la solidarité à l'égard de l'Est et du Sud.

JACQUES VUILLEMIN
Besançon (25).

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip,Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
J.-F. Marin / Editing (couv.) ; C. Barda (pp. 3 et 21) ; D.R. (p. 6) ; A.F.P. (p. 7) ; B. De Hogues (p. 12) ; Apesteguy / Gamma (pp. 12 et 13) ; G. Atger / Editing (p. 13) ; D.R. (p. 14) ; Mackenzie / Insight / Sipa-Press (p. 15) ; D.R. (p. 20) ; Esa / CNES (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

4 • *L'Europe fait bouger les lignes*
• *L'arrêt des essais nucléaires français*
5 *Laurent Fabius*
6 • *Vichy : un régime d'exclusion*
• *Le racisme, c'est bête*
7 *La mort de Madeleine Léo-Lagrange*

ECONOMIQUE/SOCIAL

9 *FO : le congrès du rassemblement*

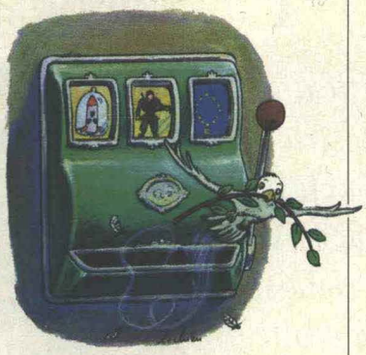
SOCIETE

10 *Les rythmes scolaires*

11 à 13 DOSSIER

11 millions de plus de 60 ans

11 *L'âge*
12 • *Bernard Ennuyer : "Les gens ne sont pas différents..."*
• *Clara Candiani*



▲ *L'arrêt des essais nucléaires (p. 4).*



▲ *11 millions de plus de 60 ans (pp. 11 à 13).*



▲ *"Pelléas et Mélisande" (p. 21).*

INTERNATIONAL

15 *Afghanistan : la paix, pour quand et comment ?*
16 *GATT : renégocier le négoce*
17 *La Libye face à ses responsabilités*

VIE PRATIQUE

18 *Les aides à la location*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

20 • *Le temps des rafles*
• *Télévision*
21 • *Retour de "Pelléas et Mélisande"*
• *Nord-Cotentin, culture et technologie*
22 • *Post-scriptum*
• *Film : "Une belle journée d'été"*

INVITE

23 *Bertrand Tavernier*

Le prochain numéro de "Vendredi", paraîtra le 15 mai.

Claude Estier

15 avril

Pour la deuxième fois en vingt-quatre heures -la première à l'initiative du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, la seconde à l'appel du CRIF- nous nous retrouvons plusieurs centaines au mémorial de la Déportation. Cette protestation silencieuse à laquelle participent, les yeux embués de larmes, des rescapés des camps de la mort, exprime, plus peut-être que toutes les phrases, l'indignation qui déferle depuis le non-lieu rendu par les trois juges de la chambre d'accusation de Paris en faveur de Paul Touvier. Beaucoup ont souligné, qu'au-delà du cas du milicien assassin de juifs, ce non-lieu visait à réhabiliter le régime de Vichy. Faut-il s'en étonner ? N'oublions jamais que, sous l'occupation, la quasi-totalité des magistrats français -le juge Didier fut l'exception- avaient prêté serment à Pétain. C'est presque par réflexe corporatiste que certains de leurs successeurs d'aujourd'hui s'efforcent d'exonérer le vieux maréchal de tout crime contre l'humanité.

La belle affaire qu'aucun de ses discours n'ait contenu de propos antisémites ! N'avait-il pas, dès le 3 octobre 1940, moins de quatre mois après l'armistice, apposé son paraphe sur l'infâme statut des juifs qui allait au devant des exigences allemandes ? N'était-il pas informé des déportations organisées par les Papon et les Bousquet ? Il ne faut pas manquer, à ce sujet, l'exposition "Le Temps des rafles", à l'hôtel de ville de Paris (1). N'avait-il pas, à la fin de 1943, fait entrer dans son gouvernement, comme "secrétaire général au maintien de l'ordre", le chef de la milice, Joseph Darnand, qui avait lui-même juré fidélité à Hitler ? Souvent en liaison directe avec la Gestapo, la milice, dont Touvier était l'un des fleurons, fut le bras armé de Vichy. A Lyon, où je me trouvais à cette époque, je sais comment ses nervis s'acharnaient sur les juifs et les résistants au nom d'une idéologie qui, n'en déplaise à nos trois juges, découlait bien de celle des nazis.

Je vois bien qu'ici ou là, certains, gênés par l'énormité de cette absolution d'un personnage déjà étrangement protégé depuis près d'un demi-siècle, se retranchent derrière l'usage qui interdirait de commenter une décision de justice prétendument rendue "au nom du peuple français". Allons donc ! Plus fort que l'usage, un devoir sacré s'impose, en particulier à ceux de ma génération : celui du refus d'oublier, du refus d'accepter que, par une sinistre réécriture de l'histoire, Vichy, sa police, ses juges et ses exécutants serviles soient innocentés.

18 avril

François Léotard semble de plus en plus à l'aise dans le rôle de poil à gratter de l'opposition. Répondant aux questions du "Monde", il n'hésite pas à approuver d'emblée les choix européens de François Mitterrand en même temps que la procédure parlementaire retenue pour la révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht. Il se situe ainsi plus près de Giscard que de Chirac qui, une fois de plus, vient de parler trop vite en se faisant le chantre d'un référendum à la probabilité incertaine et qui lui créerait plus d'embarras que de profit.

Mais ce positionnement réaliste n'empêche pas Léotard de renvoyer dos à dos, à propos des "primaires" le président du RPR et celui de l'UDF en qualifiant "d'absurdité", et "d'impasse" une compétition qui se tiendrait "exactement vingt ans après 1974" et qui pourrait "avoir pour la droite le même effet que le congrès de Rennes pour le PS". Au passage, le député-maire de Fréjus confirme qu'il entend bien être le troisième homme de cette compétition au nom du "renouvellement" et de "l'ouverture" qu'il oppose à la "pérennité" incarnée par les deux autres.

(1) Voir page 20.

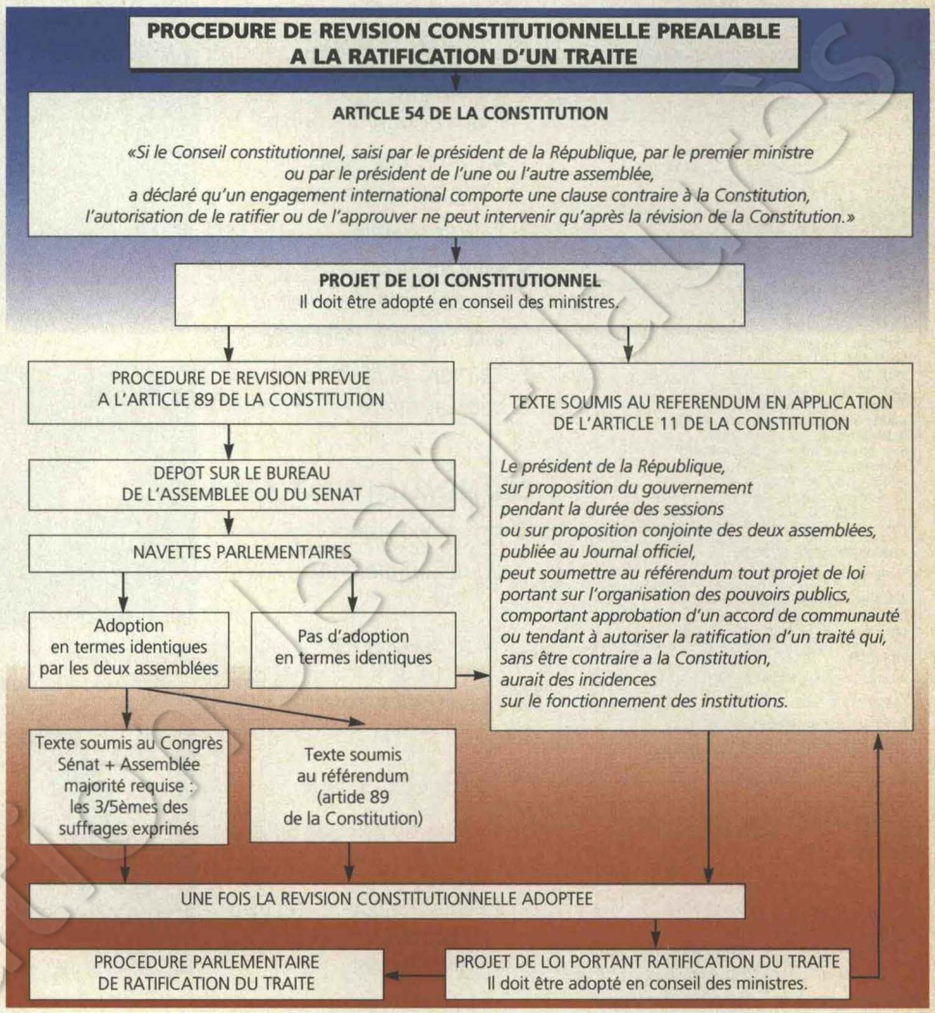
l'Europe fait bouger les lignes

La ratification du traité de Maastricht divise toute la classe politique française. Mais le malaise est plus profond à droite, surtout au RPR.

L'Europe reconnaîtra-t-elle les siens ? Toujours est-il que les accords de Maastricht suscitent dans la classe politique française de nombreux... désaccords. Le débat traverse pratiquement tous les partis et dépasse le traditionnel clivage droite-gauche. Mais il se double d'une polémique très franco-française sur la procédure à suivre pour ratifier le traité. Deux controverses mêlées qui risquent de brouiller davantage la perception déjà bien floue qu'a l'opinion publique française de la construction européenne.

Premier débat : pour ou contre les accords de Maastricht ? Adversaires déclarés du traité : Jean-Marie Le Pen, Georges Marchais, Jean-Pierre Chevènement, Philippe de Villiers, Philippe Séguin et Marie-France Garaud qui animent la frange archaïque du RPR. Curieux front du refus qui réunit des tendances et des personnalités politiques des plus hétéroclites ! Pour ces réfractaires, Maastricht est synonyme, au choix, de perte d'identité, d'abandon de souveraineté, de mort de l'Etat-nation, de renforcement du libéralisme. Des positions marquées du sceau d'un conservatisme qui n'ose pas dire son nom.

Les partisans du traité s'appellent François Mitterrand, Laurent Fabius, Valéry Giscard d'Estaing et, ô surprise, Jacques Chirac. Que François Mitterrand se retrouve en première ligne n'a rien d'étonnant. Sa foi en l'Europe date de ses premiers engagements politiques au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Jeune député de la IVe République, il assistait, en mai 1948, au congrès de La Haye qui exprimait le vœu de créer une union européenne. "Dans ce palais de Binnenhof, ce fut le début de la grande aventure qui restera l'œuvre majeure de notre génération", commentera-t-il près de quarante ans plus tard (1). Malgré les aléas de la construction de la CEE, les convictions européennes de François Mitterrand restent aujourd'hui intactes. Pour lui, les accords de Maastricht sont la "grande affaire" du second septennat. S'ils n'étaient pas



l'arrêt des essais nucléaires français

Un moratoire d'un an a été décidé par le gouvernement. Que signifie cette interruption des expériences françaises à Mururoa ? Réponse de Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale.

Pourquoi une telle décision ?

La répartition nouvelle des armes nucléaires dans le monde nous inquiète. Nous pensons qu'il est urgent de lutter contre toutes les formes de dissémination. Pour cela, il faut qu'une grande négociation ait lieu sur les problèmes posés par le nucléaire militaire. François Mitterrand a fait des propositions aux Russes, aux Américains et aux Anglais concernant l'Europe. Pour augmenter la force de ces propositions, leur crédibilité, il fallait montrer soi-même l'exemple.

Un moratoire a donc été décidé. Nous espérons être suivis. Et que des négociation s'engagent.

Quelles conséquences immédiates ?

La campagne de tir en Polynésie a été stoppée au moment où elle allait commencer. Sont retardés d'un an les cinq ou six programmes de recherches en cours. Mais cela ne met pas en cause la crédibilité de notre dissuasion car ce sont des recherches très en amont, qui portent sur la physique fondamentale. N'oublions pas de dire qu'il s'agit de recherches tant militaires que civiles, car il est des phénomènes de physique que l'on ne peut mesurer que lors d'une réaction thermo-nucléaire.

ratifiés, la France plongerait dans l'isolement et le déclin. Une conception que partage Laurent Fabius, qui fut tête de liste du PS aux élections européennes. Autant dire que les socialistes vont s'engager dans une campagne active en faveur du traité au moment où ils s'engagent dans la préparation du congrès qui se tiendra à Bordeaux les 10, 11 et 12 juillet.

VOLTE-FACE

Sous la houlette de Valéry Giscard d'Estaing, l'UDF, à l'exception de quelques boutefeux conduits par l'inévitable Philippe de Villiers, est favorable au texte de Maastricht. François Léotard va jusqu'à déclarer dans "Le Monde" : "L'opposition doit avoir le courage de reconnaître que, sur l'Europe, M. Mitterrand a raison." Mais à droite, c'est bien Jacques Chirac qui se trouve dans la position la plus inconfortable. Coincé entre la frange archéo du RPR et les réalistes qui considèrent qu'il est difficile de dire non à Maastricht, il s'efforce de défendre une position médiane visant à préserver l'unité de son mouvement. Certes, il critique le traité qui "ne répond pas aux problèmes de l'Europe d'aujourd'hui", mais il affirme également que, "s'agissant des abandons de souveraineté, les gaullistes ne les ont jamais craints pour autant qu'ils soient clairement délimités, réciproques et librement consentis". Enfin, il se déclare "résolument européen" parce qu'il considère que l'Europe est "le meilleur moyen pour notre nation d'aller de l'avant". On est bien loin de l'appel de Cochin, en 1978, dans lequel Jacques Chirac dénonçait la politique européenne de Giscard et qualifiait l'UDF de "parti de l'étranger". Mais le patron du RPR n'est plus à une volte-face près ! Sa position de présidentiable l'oblige bon gré mal gré à se montrer ouvert à l'Europe... quitte à en devenir l'ouvrier de la vingt-cinquième heure. Le centriste Jacques Barrot résume avec perfidie mais aussi pertinence l'évolution des principaux dirigeantsdu RPR : "Chirac se dit que l'Elysée vaut bien Maastricht ; Pasqua, que le Sénat vaut bien Maastricht ; et Balladur, que Matignon vaut bien Maastricht." Bref, au RPR, on serait européen plutôt par opportunisme...

La cacophonie au sein de l'opposition est encore plus vive à propos du second débat : la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, dont le texte est passé devant le Conseil des ministres mercredi (voir schéma ci-contre). Faut-il passer par la voie parlementaire ou bien par un référendum pour modifier la Constitution ? François Mitterrand privilégie la première solution. Simone Veil, Giscard, l'UDF, et les centristes sont également favorables à cette procédure mais le RPR préfère le référendum. Quant à Philippe de Villiers, il réclame sa "liberté de vote" lors du vote parlementaire sur la révision constitutionnelle... Bref, comme il fallait s'y attendre, la droite s'empêtre dans le dossier européen. Mercredi, les parlementaires du RPR, de l'UDF et de l'UDC devaient se réunir pour tenter de définir une position commune. Mais le mal est déjà fait : l'opposition a fait étalage de ses divisions. Dommage pour l'Europe, qui mérite mieux que l'imbroglio dans lequel s'empêtre la droite.

Jean-Pierre Bedeï

(1) "Réflexions sur la politique extérieure de la France", Fayard, 1986.

Etre clair

Dans le débat sur le traité de Maastricht -que je préfère appeler débat sur l'union européenne- un argument notamment me frappe.

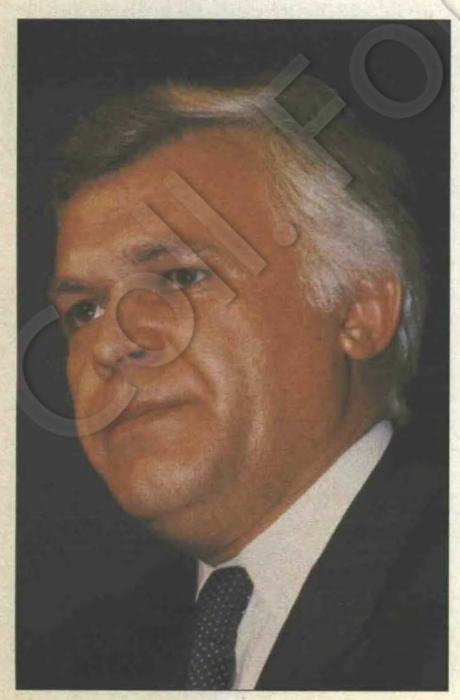
Parce que l'Europe qui se construit est imparfaite -et elle l'est-, certains prétendent qu'il faudrait rejeter le traité. Une fois cela acquis, ajoutent-ils, nous relancerons la construction européenne sur d'autres bases et par d'autres voies. Quelles bases ? Quelles voies ? Mystère !

Si la France rejetait l'union européenne, cela voudrait dire en effet qu'elle s'exclurait de la construction de l'Europe. Dès lors, la question ne serait pas de déterminer une perspective européenne alternative : pour la France, il n'y aurait plus de perspective européenne du tout.

Il s'agit donc d'être clair. Ceux qui sont contre le traité sont aussi, qu'ils le veuillent ou non, contre la construction européenne. Qu'ils consentent donc à le dire !

Le débat sur l'union européenne évitera ainsi les faux-semblants.

Laurent Fabius



Jean-Michel Boucheron : "Il faut qu'une grande négociation ait lieu sur les problèmes posés par le nucléaire militaire".

L'économie réalisée sera faible parce que les engins et les instruments de mesure de l'explosion étaient prêts. Les tirs eux-mêmes ne reviennent pas très cher. C'est le maintien du site de Mururoa, sa logistique et sa sécurité qui coûtent. En revanche, l'arrêt des essais pourrait créer des difficultés financières au gouvernement polynésien puisqu'un tiers de la richesse de la Polynésie est liée aux essais.

Dans un an, nous ferons le point sur les initiatives prises par les autres pays. Ce sera le moment d'une décision de fond : un arrêt définitif des essais, le maintien pur et simple des programmes ou une réduction de leur nombre. Déjà, depuis deux ans, nous sommes passés de huit à six puis à cinq essais par an et de deux à une campagne de tirs. Parmi les questions à résoudre : celle de savoir si nous abandonnons les capacités de

DONNEZ VOS IDEES POUR LE CONGRES

Vous souhaitez apporter vos propositions pour l'élaboration du programme en vue du congrès de Bordeaux ?

Ecrivez à :
"Propositions-programme", 10 rue de Solferino, 75007 Paris

ou communiquez vos idées par minitel ***3614 code PS.***

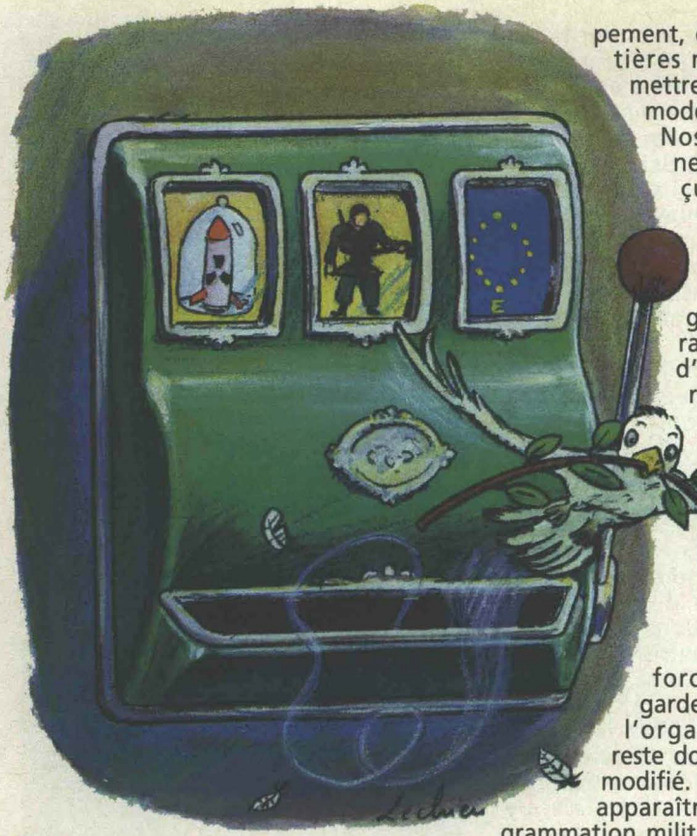
Une équipe recueillera et analysera les propositions et les transmettra à la commission nationale de préparation du congrès.

■ **L'EUROPE DE MAASTRICHT** ■

GERARD LINDEPERG
vous invite à dialoguer avec

GERARD FUCHS
secrétaire national chargé des Affaires européennes.

Mardi 19 mai de 20 heures à 22 heures
salle Marie-Thérèse-Eyquem 10, rue de Solferino, 75007 Paris



pement, éloignés de nos frontières mais susceptibles de mettre en œuvre des armes modernes et dangereuses. Nos forces conventionnelles, qui étaient conçues pour résister à une attaque dirigée contre la France, doivent l'être désormais pour être projetées à grande distance, généralement dans le cadre d'alliances, en vue de rétablir le droit, séparer des belligérants ou empêcher des génocides. Cela implique donc un concept différent de nos forces, où la dissuasion garde sa nécessité mais où l'organisation de tout le reste doit être profondément modifié. Cette nouvelle donne apparaîtra dans la loi de programmation militaire qui sera déposée au Parlement avant l'été et sera discutée à l'automne.

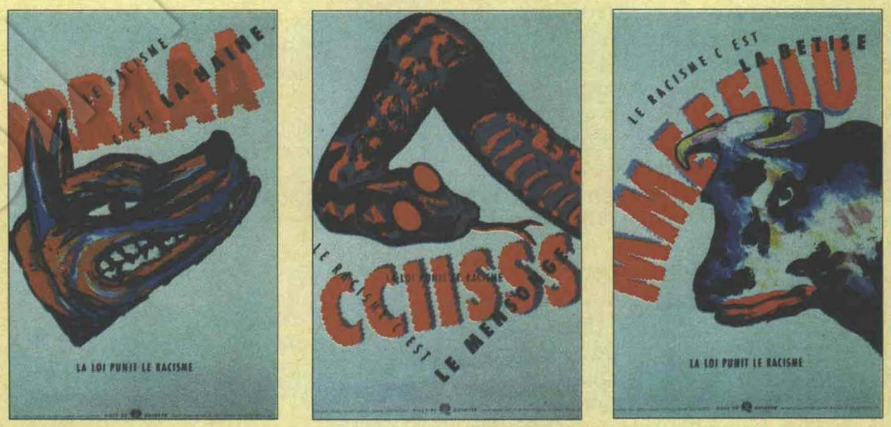
recherche fondamantale qu'offre une expérience nucléaire réelle. Par exemple, seuls les pays qui peuvent faire ces essais feront des progrès importants dans le domaine de certains lasers.

Plus globalement, comment évolue aujourd'hui la stratégie de défense de la France ?
Elle est liée à l'évolution du contexte mondial et en particulier à la moindre éventualité d'une attaque surprise et massive venant de l'Est. Le risque a changé de nature. Il s'est dispersé et a perdu ses logiques anciennes. La caractéristique de la période qui s'ouvre est que les conflits potentiels seront régionaux, peu prévisibles dans leur développement.

Les mesures annoncées par Pierre Joxe sont-elles un premier élément de cette réorganisation ?
Elles s'inscrivent totalement dans cette nouvelle logique de sécurité : forces plus concentrées, capables d'être projetées loin de nos frontières, compatibles avec celles de nos alliés européens et de l'Alliance atlantique. Ces restructurations entraîneront à terme les économies budgétaires, programmées de façon responsable, que chacun appelle de ses vœux.

Propos recueillis par M.T.

■ LE RACISME, C'EST BETE ■



La ville de Quimper traite de manière originale le thème de la lutte contre le racisme. Un groupe d'élèves, 4e et 3e, a travaillé pendant sept mois sur la mise en forme d'une campagne d'affiches qui sont sur les murs de Quimper jusqu'au 28 avril. L'idée retenue est d'associer chaque syllabe du mot ra-cisme à un cri d'animal sur trois aspects emblématiques du racisme : la haine, le mensonge, la bêtise.

Vichy : un régime d'exclusion

Affaire Touvier, héritage vichyste du Front national : Vichy n'en finit pas de troubler les Français. Les raisons de cet abcès qui n'arrive pas à crever s'expliquent sans doute par la caractérisation de Vichy, telle que la définit Jean-Pierre Azéma (1) : un régime d'exclusion qui rallume la guerre franco-française.

Comment peut-on expliquer Vichy ?
La France connaît, en 1940, une crise d'identité nationale comme elle en a rarement connue. Se présente alors un militaire qui dit aux Français qu'il sera une sorte de protecteur et que, pour guérir ce traumatisme, il faut un redressement moral et intellectuel. La grande majorité des Français vont faire confiance à un maréchal de France de 84 ans, vainqueur de Verdun, à la réputation d'apolitisme. Le malentendu fondamental est que la grande majorité des Français ne lui demandent pas de faire une révolution culturelle. En revanche, ils souhaitent un profil bas dans les rapports avec l'occupant. Pétain choisit d'emblée de faire sa "Révolution nationale" et, dès octobre 1940, de procéder à une collaboration d'Etat. A partir de 1941, la grande majorité des Français sont devenus attentistes parce que Philippe Pétain n'a pas rempli les fonctions pour lesquelles ils avaient accepté qu'il devienne le patron d'une France traumatisée.

Quels sont les caractères spécifiques du régime de Vichy ?
Il y a une tentative de révolution culturelle pour instaurer un régime autoritaire. Pétain l'annonce le 20 juin : il convie les Français à un redressement moral et intellectuel. Dès le départ, Vichy est un régime d'exclusion. Il commence par exclure un certain nombre d'étrangers, puis les francs-maçons et surtout les juifs. Le 3 octobre 1940, des Français cessent d'être des citoyens à part entière.

Le régime de Vichy a-t-il une idéologie propre ?
Oui. On a coutume de dire que c'est l'Action française qui inspire la Révolution nationale. C'est inexact, toutes les droites sont représentées : libéraux, conservateurs, fascistes et partisans d'un régime extrêmement autori-

taire qui veulent régler des comptes avec la République et leurs adversaires politiques de jadis. L'extrême droite en France, à elle seule, n'a jamais pu gagner quoi que ce soit. C'est la droite extrême, les éléments les plus extrémistes de la droite classique, qui l'emporte de plus en plus, les fractions les plus autoritaires, les plus expéditives, qui préconisent le plus l'exclusion, qui fonctionnent la main dans la main avec l'occupant. A partir de cette idéologie d'exclusion et dès lors qu'il rencontre des obstacles, Vichy, en toute logique, se termine en Etat policier dans le Vichy de la milice et ses épouvantables exactions.



Vichy est emblématique de cette rencontre de tendances d'extrême droite traditionnelles et d'un certain nombre de tentations de la droite conservatrice autoritaire qu'on rencontre aussi dans les différentes périodes de l'histoire. Ce qui explique que, sur les affaires qui ont rapport à Vichy, certains hommes politiques de droite classique sont muets, non qu'on puisse les soupçonner d'être vichystes, mais parce qu'une partie de leur électorat ne les comprendrait pas. On trouve quelques hommes de gauche dans les allées du pouvoir, mais ce ne sont pas les idéologies de la gauche qui vont inspirer la Révolution nationale.

Y a-t-il des différences avec l'idéologie de l'occupant ?
Oui, il y a une relative spécificité : Pétain veut créer un régime autoritaire à la française. Il ne va pas singer le nazisme. Le statut des juifs est une création tout à fait vichyssoise. C'est un antisémitisme d'Etat pour éliminer l'influence supposée des juifs au plan social et politique. C'est un racisme de type culturel, non biologique. L'antisémitisme vichyssois qui fonctionne de manière autonome, dans une perspective d'exclusion, est présent dès l'été 1940.

Le poids des notables n'est-il pas plus important à Vichy que dans le régime nazi ?
Sans notables, ni Vichy ni le nazisme ne fonctionnent. Il faut un compromis. Reste qu'en 1944, ils se retrouvent les uns et les autres faisant des opérations en commun, les forces de police françaises servant de rabatteurs aux forces nazies et que c'est plutôt du côté de la droite extrême que finit par pencher le balancier. En 1944, ce n'est plus le Vichy un peu gérontocratique de notables réactionnaires conservateurs ; la tendance qui l'emporte n'est plus très loin de ce qui passe dans l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste. Vichy est un régime totalitaire qui a une visée idéologique de plus en plus nette et dans lequel la milice joue un rôle clef.

Que peut-on dire de l'attitude des Français pendant l'occupation ?
Certains sont pétainistes parce qu'ils sont pour un régime autoritaire, y compris dans ses caractéristiques d'exclusion. Mais la grande majorité des Français est maréchaliste dès l'été 1940 : ils ont confiance dans le vainqueur de Verdun, de Gaulle leur apparait comme un exilé.
Arrive Montoire et le fait que la collaboration d'Etat ne donne pas de résultats concrets. A partir de 1941, la majorité des Français deviennent attentistes. Certains resteront attentistes jusqu'au bout, d'autres vont progressivement se rapprocher de la Résistance et formeront une sorte de couronne protectrice pour les résistants, d'autres encore entreront dans la Résistance. La Révolution nationale, dont on leur a rebattu les oreilles, a accouché d'une souris, sauf la répression, et ils sont sensibles au fait que, sous le regard de l'occupant, on rallume une guerre franco-française.

Peut-on parler d'une impossibilité à juger Vichy ?
Il y a eu un certain nombre de procès, une épuration politique. Tous les ministres, les secrétaires généraux des ministères doivent répondre de leurs actes devant la cour de justice qui les juge. Quelques-uns seront fusillés et d'autres connaîtront la prison.

Mais Bousquet, en 1949, sort libre de la Haute Cour...
Il est vrai qu'il s'en tire. Mais les juges, qui sont des parlementaires, ont oublié de lui poser les bonnes questions.

En tout cas, ce qui a été occulté, c'est la responsabilité dans les persécutions antijuives.
Oui, tout à fait. Ce qui intéressait le plus les jurés, qui sont des jurés politiques, c'était le crime de trahison. En 1944, on a eu une approche très jacobine : on a parlé très peu des juifs ainsi que des étrangers. Et c'est vrai que l'on a mis du temps à parler de la répression vichyssoise. C'est récemment qu'on a eu accès à des documents qui dormaient dans les cartons d'archives. Il est plus commode de se dire que les Allemands sont seuls responsables et que les Français ne faisaient qu'obéir aux ordres d'un occupant. Le travail de deuil a été fait de manière tout à fait inégale.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

(1) "Vichy et les Français", sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bedarida, Fayard.

LE NOUVEAU **Politis,**

Le petit hebdo et le gros mensuel !

● *Politis,* c'est un hebdo, tout simple, tout clair, tout percutant, seize à vingt pages chaque jeudi sans tralala-la mode ou tralala-la pub.

● *Politis,* c'est aussi, une fois par mois, un très beau et très fort magazine avec des enquêtes, des grands reportages, des récits au long cours, des interviews. Des pages à découvrir, à rêver, à méditer.

Chez les marchands de journaux dès le 23 avril, vous trouverez au sommaire de *Politis* :

Les socialistes se penchent sur leur passé ; les paysans de Colombie qui se battent pour leur terre ; les scouts toujours d'hier et d'aujourd'hui ; l'expo de Séville et la vie à Saint-Nazaire, Pennac et la joie de lire ; l'actualité hors-piste ; le journal des lecteurs ; le service militaire à la loupe ; l'invitée du mois : Ségolène Royal etc...

Et pour permettre aux lecteurs de ***Vendredi*** *de se faire eux-mêmes leur petite idée, on leur propose un essai pour trois mois :*

9 fois l'hebdo + trois mensuels
200 F tout ronds !

Bernard LANGLOIS
Directeur de *Politis*

OFFRE SPECIALE 3 Mois : 200 F
Nom.....
Adresse.....
Politis, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris Tel 46 36 24 24

■ MADELEINE A REJOINT LEO ■

Une militante exemplaire nous a quittés. Madeleine Lagrange, qui vient de mourir à l'âge de 92 ans, a vécu intensément soixante-dix ans de l'histoire du mouvement socialiste français. Quand on parle d'elle, on pense surtout à l'épouse du sous-secrétaire d'Etat aux Sports et aux Loisirs de 1936, Léo Lagrange.
De fait, Madeleine partagea non seulement la vie de Léo, mais aussi toutes ses activités politiques : action quotidienne au sein de la Fédération des étudiants socialistes dans les années 20, secrétariat du ministère en 1936, Résistance, tribunal pour enfants

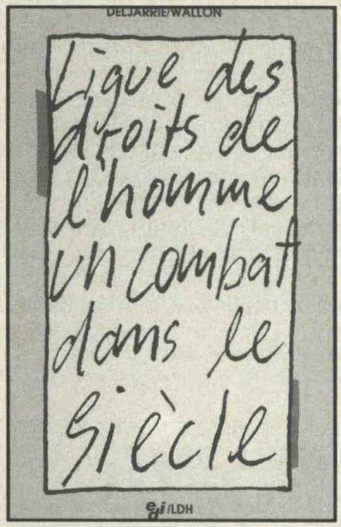


où ses qualités humaines furent unanimement reconnues. Et une présence ininterrompue dans les organisations socialistes : SFIO, PSU, Parti socialiste... et aussi la présidence d'honneur de la Fédération nationale fondée par Pierre Mauroy et qui porte le nom de Léo.
Jusqu'à ces toutes dernières années, elle participa à tous les débats qui animèrent la gauche avec la même vitalité, la même curiosité, la même insolence d'esprit et la même jeunesse...

Daniel Mitrani

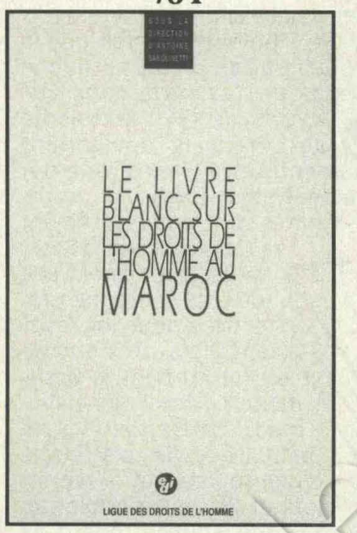
◀ *Madeleine et Léo Lagrange à Chamonix.*

La Ligue des Droits de l'Homme a publié chez E.D.I.



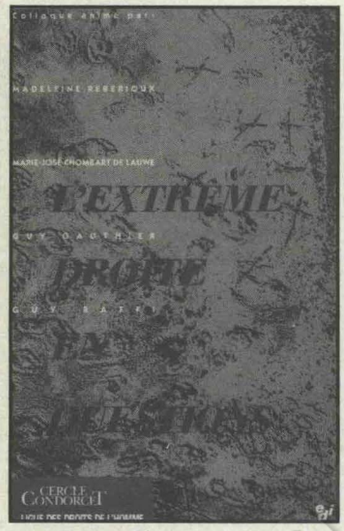
Ligue des Droits de l'Homme un combat dans le siècle
75 F

Livre blanc sur les Droits de l'Homme au Maroc
78 F



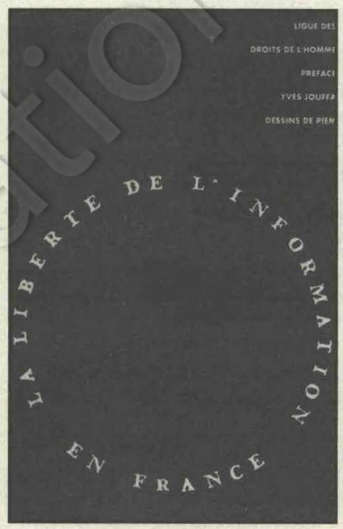


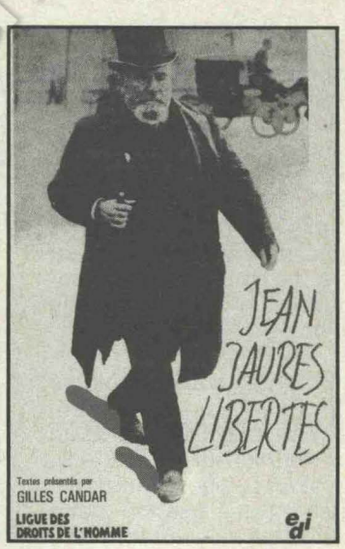
Vigilance, vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles
80 F



L'extrême droite en questions
95 F

La liberté de l'information en France
Coédition EDI/Les Editions Ouvrières
70 F





Jean Jaurès Libertés
80 F



Enquêtes sur Ouvéa
80 F

Catalogue sur demande :
EDI, 29 rue Descartes, 75005 PARIS

Diffusion :
Les Editions Ouvrières,
12 avenue Sœur-Rosalie, 75013 PARIS

Ligue des Droits de l'Homme,
27 rue Jean Dolent, 75014 PARIS



Ils ont pensé les Droits de l'Homme
80 F

Coll. Fondation Jean Jaurès

FO : le congrès du rassemblement

A la veille de son 17e congrès, FO renoue avec son histoire. Et le proclame haut et fort.

Cette fois-ci, pas d'incertitude pour la succession, pas même de bataille pour le pouvoir. Marc Blondel, n'ayant pas de candidat contre lui, sera réélu sans coup férir au poste de secrétaire général à l'issue du 17e congrès de FO qui se réunit du 27 avril au 1er mai à Lyon.
L'ère Bergeron est bel et bien close, et sa ligne aussi, faite de rondeur paterne et de négociations tous azimuts. Gouvernement et patronat s'en sont aperçus à leurs dépens : FO a refusé de signer la plupart des grands accords contractuels depuis trois ans. Comme le note le rapport introductif au congrès, elle s'est efforcée "de redonner au contrat collectif ses lettres de noblesse. Ce ne fut pas chose facile. Nombreux ont été ceux qui y ont vu un raidissement de FO, voire un renoncement à la pratique contractuelle, voire encore je ne sais quel rapprochement avec la CGT. C'est bien mal nous connaître."
Certes, nombre de militants ont été quelque peu désarçonnés par ce virage à 180 degrés au sommet, intervenant peu de temps après une lutte pour la succession d'une rare violence mais comme, sur le terrain, ils ont pu ne rien changer de leurs habitudes contractuelles, un modus vivendi s'est instauré. Tout le monde y tient aujourd'hui, même les oppositionnels. Jacques Mairé, le puissant patron de l'Union départementale de Paris, se félicite que la question de l'élection du secrétaire général ne soit pas posée et remarque : "Le souhait de la grande majorité des militants et des adhérents est de voir la confédération se réunir à nouveau. Nous allons devoir nous montrer à la hauteur de cette espérance."
Le fait est que cette espérance-là est portée par de plus en plus de monde. Comme la CFDT, FO voit augmenter le nombre de ses adhérents : 900.000 revendiqués -ce qui en ferait la première centrale syndicale française, devant la CGT-, 5% d'augmentation du nombre de cartes par an depuis trois ans, entre 3 et 3,5% de hausse pour les timbres.

DES MUSCLES ET DU MORDANT

Tout en grossissant, la vieille dame de l'avenue du Maine a pris du muscle et du mordant. Elle distribue des volées de bois vert aux autres syndicats. Le congrès de la CGT ? "Anesthésiant", pour Marc Blondel. La CFDT ? "Se découvrant d'un coup, au hasard d'un énième recentrage, partisane de la politique contractuelle tout en prônant la pratique contractuelle, elle a souvent entériné les décisions patronales." Bref, FO est devenue un partenaire dérangeant et imprévisible. Sauf sur un point, son hostilité "à je ne sais quel clan de réformistes". Jean Kaspar peut en faire son deuil : FO, sous la houlette de Marc Blondel, n'est pas pour un pluralisme syndical de coopération. Elle est carrément pour un syndicalisme de compétition. Elle compte bien le prouver en toute occasion, et particulièrement lors de la campagne pour les élections prud'homales en décembre prochain.



▲ *Marc Blondel : indépendance et liberté d'expression.*

Il est d'autant moins question de conciliation que FO se sent confortée dans son choix historique, lors de sa fondation, avec l'effondrement des régimes communistes. "Les événements qui se déroulent à l'Est apportent la preuve éclatante que nos anciens ont eu mille fois raison de se battre pour perpétuer la CGT en créant Force ouvrière... FO renoue en ligne directe avec son histoire, sans complexe", jubile Marc Blondel. Sa jubilation, après ce coup de chapeau au passé, est d'ailleurs plutôt tournée vers l'avenir : c'est autour des principes de FO -indépendance, liberté d'expression, démocratie syndicale, etc.- qu'il appelle les salariés à se rassembler.
Mais peut-être pourrait-il appliquer ces principes à sa propre organisation. En rassemblant, justement. Et en faisant entrer les candidats qui ne sont pas sur sa ligne au sein du bureau confédéral. Mais cela, on le saura le dernier jour du congrès.

Monique Grima

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BRE

■ **10,9% de l'ensemble des salariés étaient payés au SMIC au 1er juillet 1990 : 8,4% dans les établissements de plus de dix salariés, 17,9% dans les plus petits.**

■ L'indice du salaire de base a augmenté de 0,8% dans le privé et de 2,1% dans le public, au cours du quatrième trimestre 1991. Mais ce dernier pourcentage doit être relativisé car les mesures générales pour la fonction publique sont toutes intervenues à ce moment-là. En un an, l'augmentation pour le privé est de 3,8%, et de 2,4% pour le public.

■ **Les prix ont augmenté de 0,3% en février dans les pays de la zone OCDE, contre 0,2% en janvier. L'Allemagne est passée de 0,4% à 0,6%. Au Royaume-Uni, les prix ont augmenté de 0,5% après deux mois de stabilité. Pour les deux mois, la France est à 0,3%.**

■ En vingt ans, les Français ont modifié leur consommation alimentaire. Selon une enquête de l'INSEE, ils mangent cinq fois plus de surgelés, deux fois plus de yaourts, boivent moins de lait et de vins ordinaires.

■ **Les emballages se portent bien. Alors que tous les secteurs de l'économie ont fait plutôt grise mine l'an dernier, leur chiffre d'affaires s'est élevé à 109 milliards, en hausse de 2%. Cette bonne santé est due à la demande de l'agroalimentaire.**

■ La production d'acier a augmenté de 4,2% pendant les trois premiers mois de 1992 par rapport à la même période l'année précédente.

■ **La Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés, constatant les résultats décevants de la loi de 1987 destinée à faciliter leur embauche, a demandé au ministre du Travail que soit instaurée une obligation annuelle de négocier dans l'entreprise sur l'emploi des handicapés.**

■ Les USA ont enregistré, en février, leur plus faible déficit commercial depuis neuf ans. La diminution de leur déficit avec le Japon, l'augmentation de leurs excédents avec l'Europe et l'exportation de produits de haute technologie ont contribué à ce bon résultat.

LES RYTHMES SCOLAIRES

journée et trimestres, zones et examens

Réduction de la journée scolaire, rythmes différents selon l'âge, zonage des vacances d'été, surtout nécessité de multiplier les structures pour accueillir les enfants en dehors du temps scolaire.

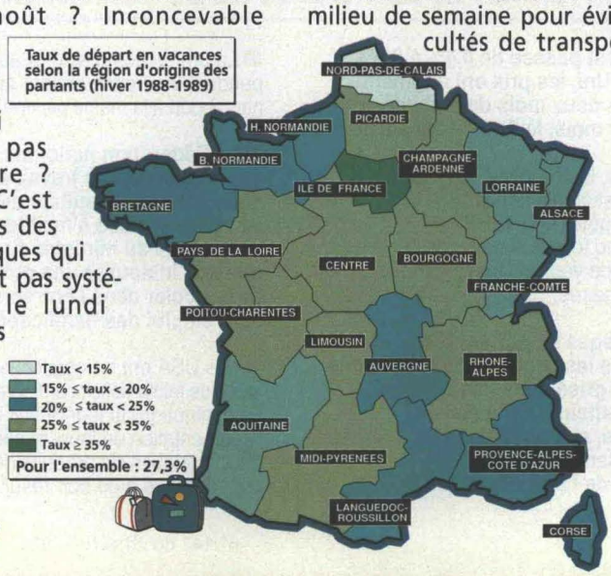
La commission sur les rythmes scolaires du CSE (1) vient de rendre son rapport.
Entre le veto de l'Eglise au transfert des cours du samedi au mercredi, le combat des militants du week-end chômé, celui des tenants du mercredi de repos, la guerre des professionnels du tourisme blanc, la mission de ceux du tourisme social et la prise en compte des rythmes des enfants (2), c'est à une hydre à cent têtes que s'est attaqué le groupe de travail présidé par Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, et Michel Gevrey, président des Jeunesses en plein air.
Originalité de la méthode, un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des secteurs de la société concernés : syndicats enseignants, associations de parents d'élèves, sportives, culturelles, mouvements éducatifs, organismes patronaux, élus locaux, SNCF, autorités religieuses, chercheurs... Résultat : une réflexion globale qui tente de prendre en compte les desiderata des uns et des autres.
La Commission a dû naviguer entre des marges de manœuvre très faibles. Rentrer en août ? Inconcevable pour tous les partenaires. Des vacances de Noël qui n'englobent pas le 25 décembre ? Impensable ! C'est pourtant le cas des vacances de Pâques qui ne comprennent pas systématiquement le lundi pascal. Toutes les impossibilités posées, l'ensemble des partenaires semble parvenu à un point d'équilibre où tout le monde gagne et cède un peu à la fois.
Première conclusion : le nouveau rythme, sept semaines de classe, deux de vacances, fait quasiment l'unanimité.
Seconde conclusion : la journée scolaire pourrait être différenciée selon l'âge des enfants. Il est absurde d'imposer le même emploi du temps à un petit de trois ans et à un collégien de seize ans comme c'est pratiquement le cas aujourd'hui.
Troisième proposition : un zonage des vacances d'été d'une semaine entre chaque zone. Et le bac ? "Quelle logique y a-t-il à s'accrocher à des dates nationales pour un examen dont les épreuves sont académiques ?", remarque Jean-Pierre Mailles.

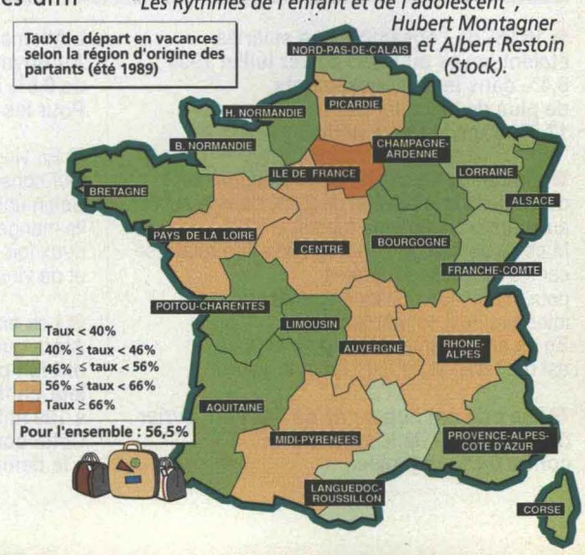
LIBERTE... INEGALITES

Reste la question de fond : à quoi sert de libérer les enfants l'après-midi ou pendant les vacances si c'est pour multiplier les enfants à la clef autour du cou comme en Allemagne, creuser les inégalités entre ceux, favorisés, qui vont au conservatoire, jouer au tennis ou sont gardés chez eux, et ceux qui jouent dans les cours d'immeuble ? Quelques chiffres à ne pas oublier : 40% des Français ne partent jamais en vacances. Seuls 8,4% des enfants partent aux sports d'hiver. "Plus on étale les vacances, plus le prix des locations baisse, plus on a de chances que les moins favorisés partent", souligne Michel Gevrey. Etalement, la cause est entendue. Mais comment ?
Là encore, il faut jongler entre les désirs contradictoires : "Les industriels du tourisme demandent impérativement que les vacances scolaires débutent en milieu de semaine pour éviter les difficultés de transport et tout aussi impérativement qu'elles commencent le week-end pour les nécessités des locations", relève, amusé, Jean-Pierre Mailles.
"Toute tentative d'aménagement du calendrier scolaire annuel qui ne se fonderait pas sur un aménagement des rythmes quotidiens est vouée à l'échec", conclut Michel Gevrey. Et la Commission de revendiquer un allègement des charges de la journée quitte à toucher aux sacro-saintes vacances d'été. Quelques exemples ponctuels tentent déjà de lancer l'essai : suppression des samedis matin compensée par la suppression d'une semaine de vacances début septembre.
Semaine de quatre jours, calendrier assoupli et décidé collectivement au plan local, surtout, multiplication des contrats Etat-commune d'aménagement du temps de l'enfant, le calendrier scolaire bouge enfin : les emplois du temps rigides et nationaux semblent bien avoir vécu.

Patricia Jaffray

(1) Conseil supérieur de l'éducation.
(2) Lire en particulier "Les Rythmes de l'enfant et de l'adolescent", Hubert Montagner et Albert Restoin (Stock).





BREF... EN BREF... EN

■ Après le non-lieu accordé à Paul Touvier, Jack Lang, ministre de l'Education nationale, demande aux professeurs d'histoire de rappeler à leurs élèves ce que furent la collaboration et le gouvernement de Vichy. L'Association des professeurs d'histoire s'en félicite mais s'inquiéte que les nouveaux programmes prévoient cette période en 2e au lieu de 1ère où "la maturité psychologique et civique des élèves est suffisamment grande pour comprendre la complexité des clivages et l'ampleur des enjeux."

■ **En 1990-1991, 93% des collégiens et lycéens étudiaient l'anglais (82% il y a dix ans). Sa prédominance en première langue, 86,7%, réduit les autres langues à la portion congrue : 11,8% pour l'allemand, 1% pour l'espagnol, 0,5% pour l'ensemble des autres langues...**

■ 21 mai, journée européenne à l'école : les 900.000 élèves de CM2 fêteront l'Europe à l'initiative du ministère de l'Education nationale et de la Culture. Cahiers, fiches thématiques ont été envoyés aux enseignants.

DOSSIER

l'âge



A la question : quelle place pour les plus âgés dans la société ? Idéalement, il faudrait répondre : la même que pour les autres adultes. Pourtant, la société tend à fixer les personnes dites âgées en catégorie à part, considérée -le plus souvent- en termes négatifs. Pour y remédier, il faudrait revoir la pertinence du critère de l'âge, et donner une plus grande souplesse à l'utilisation du temps de la vie.

A ceux qui lui disent "tu as été", le vieillard, jusqu'à son dernier souffle, s'obstine à répondre "je suis". Nos sociétés semblent être devenues sourdes à cette vérité éclatante que dit si bien Bernadette Veysset-Puijalon, universitaire (1). "La vieillesse est un temps qui édifie tout autant qu'il détruit dans un jeu de forces antagonistes. Le plus des années et le moins se conjuguent. En ce sens, vieillir est un devenir." Comment ce sentiment d'un devenir pourrait-il demeurer quand, à partir d'un certain âge, fixé arbitrairement, on voit se fermer, autour de soi, peu à peu, toutes les portes. Bientôt n'en reste qu'une. L'ultime. Plus l'âge de travailler. Plus de place dans le système économique productif, le seul qui soit glorifié par notre société. Plus que l'âge de recevoir.

Un seul vocable, trois générations

C'est tout le paradoxe de notre époque, que souligne la sociologue Anne-Marie Guillemard (1) : "Alors que nos sociétés pemettaient l'allongement de la vie humaine et assuraient aux plus âgés un niveau élevé de ressources de substitution, simultanément, on retirait sens et autonomie à cette dernière étape de la vie... Elles adoptaient des politiques qui ont contribué à construire une catégorie dépendante socialement et économiquement."

Une évidence pourtant : la locution "personnes âgées", qui désigne désormais trois générations, n'a plus guère de signification tant elle couvre une réalité diverse. Une véritable galaxie au sein de laquelle Christian Jouen, directeur de l'INRAC (Institut national de la retraite active) distingue quatre familles : les "actifs-actifs", qui gèrent leur temps de retraite avec un agenda, comme ils le faisaient durant leur vie professionnelle.
"Les retraités bon pied-bon œil" qui, bien qu'ayant subi quelques désagréments de santé ou d'ordre familial s'adonnent encore à des activités physiques ou intellectuelles. Viennent ensuite "les papies et mamies rêveuses", l'immense majorité, qui valorisent surtout la vie de famille, les relations de voisinage, les voyages et les loisirs. Enfin, il reste "les malheureux de la vie", qui ont dû faire face à de gros pépins et finissent dans la misère.
Pour opérer la distinction entre ces familles et expliquer leurs comportements, le critère de l'âge n'est pas le plus pertinent. Leurs modes de vie s'expliquent davantage par des phénomènes de génération. Robert Rochefort, directeur du CREDOC, commentant une enquête, affirmait : "La modernisation du comportement des personnes âgées constatée au cours de la dernière décennie provient moins d'un changement dans la mentalité des personnes âgées que de l'arrivée à l'âge de la retraite de générations différentes qui avaient acquis d'autres pratiques." L'exemple des voyages illustre la démonstration : "Le fait de partir en vacances ne correspond pas à un soudain changement d'attitude, au moment de la retraite, de la part des gens qui, auparavant, ne partaient pas, mais à l'arrivée de générations qui, durant leur activité, ont pris goût aux vacances et qui décident d'amplifier cette pratique." C'est bien le passé, l'histoire qui explique en grande partie le comportement d'un individu vieillissant et non son âge.

Redécouvrir l'imprévu

Dès lors paraissent dommageables, quelles que soient les bonnes intentions de départ, les initiatives qui tendent à afficher une spécificité : "réservé aux personnes âgées". Le summum, en la matière, est parfois atteint aux Etats-Unis, lorsque se constituent des lobbies ou encore s'édifient des villages de vieux. Inversement, va dans le bon sens ce qui permet le mélange des âges et des générations. On se sentira moins exclu, à 70 ans, en allant assouvir sa passion de la photographie avec un jeunot de 20 ans, plutôt que dans un club du troisième âge. De même, concernant les lieux de vie, on conçoit qu'une maison de retraite a toute sa place au cœur d'une commune. Surtout, on tâche parfois d'y prévoir des lieux de loisir ou de rencontre, destinés à tous les habitants, quel que soit leur âge.

Dossier préparé par Maryline Trassard



BERN

"LES GENS NE SONT PAS DIFFE

Pour Bernard Ennuyer, sociologue, chacun de nous participe à la mise à distance des plus âgés.

Il est de plus en plus difficile de refuser de voir les questions que posent cette "catégorie des personnes âgées". Les plus de 60 ans étaient 9 millions en 1980. 11 millions aujourd'hui (dont 4 millions de plus de 75 ans) et pourraient représenter près de 30% de la population totale en 2035. Les comptages et prévisions démographiques n'ont rien de négatif. Elles révèlent un fait, dont il faut simplement tenir compte.

On a pu croire déceler enfin les bribes d'une réponse en se référant à la classe des retraités les plus actifs, qui déploient leur énergie tous azimuts : bénévolat au service des plus défavorisés, du tiers monde, soutien scolaire, aide aux chômeurs... La nouvelle utilité sociale des retraités était née. On leur découvrait un rôle et, donc, une place à part presque entière dans la société. Mais au nom de quoi ces activités deviendraient-elles l'apanage des plus de 50 ans ? Si elles leur permettent effectivement de renouer les contacts, elles ne rompent en rien la logique de la spécificité. Ne peut-on donner, aider, apprendre, apporter son savoir et son affection, gratuitement, aussi bien à trente ans qu'à soixante ans ? Ne peut-on surtout en avoir le désir et le goût ? Rêver alors d'un peu plus de souplesse dans le déroulement des temps de notre vie. Il est plus rassurant de voir chacun entrer dans la case qu'on lui assigne, censée correspondre à son profil. Mais les difficultés de nos sociétés prouvent que certains irréductibles ne s'y résolvent jamais. N'est-ce pas en défaisant les parois de la case retraités, de la case vieux, terminale, que les plus âgés redécouvriront l'imprévu ? La vie. Le sentiment d'un devenir. ■

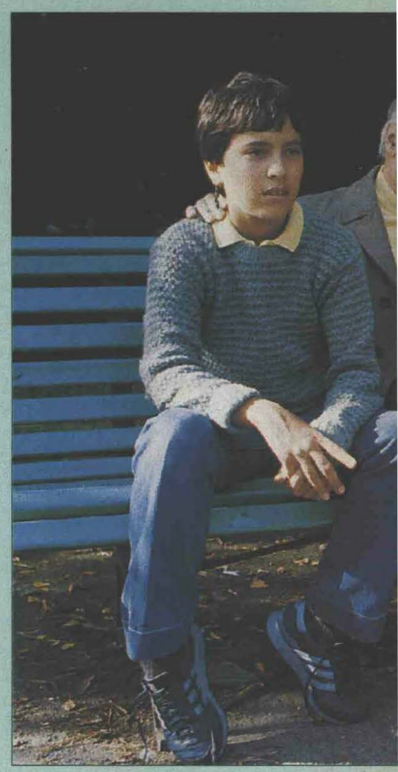
(1) "Etre vieux", In revue "Autrement" (n°124).

Pourquoi l'acceptation par tous de la locution "personnes âgées" et la constitution d'un groupe personnes âgées est-il grave ?

On utilise sans cesse le mot et on ne définit plus les personnes âgées. On affuble un groupe de cette dénomination comme si cela correspondait à une réalité. C'est le même discours que l'on a tenu par rapport aux femmes et aux jeunes. Dès que l'on cible ainsi une catégorie, on lui attribue des stéréotypes, une psychologie particulière. La liberté individuelle ne s'y retrouve pas. Le terme "personnes âgées" fait référence à des caractéristiques souvent négatives : les personnes âgées sont acariâtres, elles se plaignent, sont incapables d'apprendre... Et on y accole la notion de difficulté : difficultés de retraite, de dépenses de santé et, donc, de sécurité sociale. C'est pourquoi l'utilisation de ce vocable paraît dangereux. Effectivement, certaines personnes vieillissantes sont accariâtres... D'autres le sont à 20 ans.

Certaines personnes âgées ont des difficultés spécifiques auxquelles il faut répondre...

La question est justement celle de la spécificité. Certaines personnes, en avançant en âge, sont dans des situations exigeant une intervention. Mais la situation pour laquelle il faut intervenir est-elle spécifique de l'âge ou d'un ennui de santé, de ressources, d'isolement ? Si on est gravement malade à 15 ans, est-on très différent de quelqu'un de 85 ans ? Les personnes âgées qui manquent de ressources ne posent-elles pas les mêmes questions qu'un bénéficiaire du RMI ? Est-ce l'âge qui crée la situation précaire ou n'est-ce pas, de façon plus subtile, l'âge qui, s'avançant, va révéler une situation qui s'est construite bien en amont ? La personne de 85 ans qui a été femme de ménage toute sa vie, avec un mauvais salaire, une mauvaise couverture de retraite, de mauvaises



■ COMME CLARA CANDIANI, ■ VIVRE JUSQU'AU BOUT DE LA VIE

On peut avoir plus de 90 ans sans être radoteuse ni laide.

Clara Candiani avait prévenu : elle dirait plein de mal sur les vieux. Elle a tenu promesse. Mais voilà, sa démonstration pèche quelque part, et gravement : elle est la preuve vivante que ces prétendus travers ne sont pas une fatalité, puisque, la première, elle a su y échapper. Preuve vivante que l'on peut avoir 91 ans sans être gaga, ronchon, égoïste, radoteur ni laid pour peu que la vie vous y ait aidé.

Longue dame blanche. Ses taches qui, dit-elle, la font "ressembler à un léopard", ne se remarquent pas. Aujourd'hui, elle va mal. Alors, elle s'est habillée de vêtements clairs. Haut les couleurs. Haut le sourire et vive le bruit. "Des enfants qui jouent, qui crient, c'est merveilleux." Ce sont ses armes pour faire la nique au temps qui passe. Clara Candiani, journaliste, notamment à France-Inter où elle a animé, jusqu'à 80 ans, une émission intitulée "Les Français donnent aux Français", s'est sentie devenir vieille à 88 ans, quand elle a cessé de pouvoir courir comme un lapin. "Jusqu'alors, j'étais une femme à part entière." Elle goûte aujourd'hui avec plus d'intensité la saveur de l'amour précieux que lui portent ses enfants et petits-enfants, comme s'il s'agissait d'un cadeau, comme si cet amour-là n'avait pas été suscité, arrosé, encouragé tout au long d'une vie.

"Ce qui est épouvantable pour les gens très vieux, comme moi, c'est que l'on est solide comme un chêne et entouré de petits arbres qui meurent les premiers. Tout d'un coup, vous vous retrouvez avec rière là où vous aviez un b ne pouvez pas vous faire nouveaux parce que les a fait de souvenirs communs de tendresse, de malheurs partage."

Clara n'a jamais aimé traintes, et ce n'est pas qu'elle les acceptera. Elle dans l'institution où elle se droit de sortir après 20h pas possible que quelqu'u mal aime se dire : je finir comme je l'ai commencée sion. En étant obligé de se manger à telle heure... sa Le plus dur, pour les vie surtout de savoir qu'ils so un peu de trop." La plu vieillards ont une fin de vie



'ARD ENNUYER : RENTS PARCE QU'ILS ONT UN AGE DIFFERENT"



conditions de santé, a de forts risques d'être en situation difficile à 85 ans. Est-ce l'âge ? Non, c'est le processus social. Ce clivage des âges est grave dans le sens où, tôt ou tard, il conduit à faire de l'âgisme : les gens sont différents parce qu'ils ont un âge différent.

Dans la pérennisation de cette catégorie personnes âgées, certains corps n'ont-ils pas des responsabilités particulières ?
Les médecins, par exemple. La vieillesse les met souvent en échec. Ils ne peuvent pas guérir les vieux parce qu'ils ne peuvent pas les empêcher de mourir. Plutôt que d'accepter l'idée que la médecine a des limites, ce qui pose la question des limites de la médecine à 40 ou à 30 ans, ils ont défini une spécialité : la gériâtrie. A partir de quel moment entre-t-on en vieillesse, biologiquement ? Les médecins ne peuvent répondre. Pour justifier l'existence d'une spécificité, les médecins prennent des exemples extrêmes : si l'on compare les performances physiques et fonctionnelles de cent personnes de 85 ans à celles d'un échantillon de cent personnes de 20 ans, elles seront forcément moindres. On passe alors du quantitatif au qualitatif. Peut-on dire que la particularité de la vieillesse est la maladie parce que davantage de gens sont malades à 85 ans ? Les administratifs ont également une responsabilité. Prenons l'exemple de l'aide ménagère. Si on l'attribue aux gens handicapés -on peut l'être à 10 ou 30 ans-, cela risque de concerner beaucoup de gens et de coûter cher. Alors, on ferme le robinet et on l'accorde aux retraités. Vous avez 60 ans, vous allez peut-être bien, vous avez droit à l'aide ménagère. Vous avez 55 ans, vous êtes handicapé, vous n'y avez pas droit. Ensuite, on dit : si les retraités ont droit à l'aide ménagère, c'est qu'ils sont plus handicapés que les autres. Voilà comment on passe d'une contingence administrative à une justification philosophique. Il est plus simple de se référer à la seule carte d'identité que de considérer les ressources, les conditions de vie...



Malgré ces responsabilités particulières, sommes-nous tous responsables ?
C'est le fameux mouvement de progrès de la société aujourd'hui qui crée cette catégorie de vieillesse. La technique véhicule des valeurs de jeunesse et d'efficacité, qui font de la lutte contre le temps la priorité. Toutes ces valeurs ont éloigné les gens qui ne peuvent réagir en temps réel. Les vieux ne sont pas seuls dans ce cas. Combien de gens de 30-40 ans ne sont pas efficaces, ne sont pas dans le coup ? On mélange l'âge et la notion d'être hors de course. "Aujourd'hui, on peut vieillir, disent certains, mais il ne faut pas que cela se voie". Ce que l'on reproche surtout aux gens de 85 ans, c'est que leur vieillesse se voit. On met une barrière à 75 ou 85 ans, avec, d'un côté, les vieux affublés de tous les caractères négatifs et, de l'autre, tous les autres, dont nous sommes. Nous sommes protégés de notre vieillissement par cette mise à distance. La technologie comme seule référence, l'argent comme seul façon d'exister, la vitesse comme signe de notre importance : les vieux caricaturent la négation de ces valeurs. La mise à distance de la vieillesse, c'est la mise à distance de quelque chose qui, en nous, doute que ces valeurs nous rendent heureux. On ne veut pas aller jusqu'au bout de la question alors, on referme vite le bocal en disant à tous ceux qui semblent demander à quoi sert cette agitation qu'ils sont à part.

Cette peur n'est-elle pas due aussi au fait que, désormais, vieillesse et mort sont davantage liées ?
Cela procède du même raisonnement. La vieillesse qui incarnerait la maladie et la mort est une insulte à notre progrès. Il n'y a pas que les vieux qui sont proches de la mort. Le sida, par exemple, nous rappelle que l'on peut avoir 35 ans et mourir, même si, quantitativement, on risque davantage de mourir à 80 ans. Là encore, on passe du quantitatif au qualitatif. A travers les vieux, on fait un paquet de tout ce que les psychanalystes appellent le mauvais objet : la maladie, le handicap, la mort. Tout ce qui nous angoisse. C'est un peu le même phénomène qui se produit dans le racisme. On reporte les difficultés que l'on sent en nous sur d'autres : le juif, le Noir ou l'Arabe devient porteur de tous les défauts du monde. Sous entendu : n'étant pas juifs, arabes ou noirs, nous n'avons pas de défauts. L'explication de type économiste -il y a un rejet des vieux parce qu'ils n'ont plus de position dans l'économie- n'est pas suffisante. Il faut y ajouter une explication, à titre individuel : on voit chez ces gens des choses qui sont déjà en nous et que l'on n'a pas envie de voir.

Comment sortir alors de ce processus de mise à l'écart ?
Si on veut faire disparaître la catégorie personnes âgées, il faut faire sauter toutes les références à l'âge. Dans le travail mais aussi dans les loisirs. De la crêche à la retraite, en passant par l'entrée dans les grandes écoles. Pourquoi peut-on bénéficier des soins à domicile seulement à 60 ans ? Pour lutter contre l'âgisme, il faut le débusquer dans toutes ses modalités concrètes d'application, chaque fois que l'âge est érigé comme système d'arbitrage. ■

une clai- pis... Vous des amis mis, c'est , d'amour, s que l'on

les con- à 91 ans a conquis, trouve, le "Ce n'est n de nor- ai ma vie , en pen- lever, de ns sortir." ux, "c'est nt partout part des épouvan-

table parce qu'on ne sait pas où les mettre. Il faut essayer de les maintenir dans la vie de tout le monde.
La seule chose qui apporterait quelque chose aux vieillards, c'est de les inciter à faire comme s'ils étaient jeunes, c'est-à-dire à partager avec les autres ce qu'ils ont, même de la tristesse... A la télévision, quand je vois des vieux danser, d'un côté je trouve cela un peu ridicule. Mais d'un autre côté, il y a une telle volupté de vivre qui se manifeste chez eux . La sensualité existe plus longtemps qu'on ne le pense, mais elle n'a pas souvent l'occasion de se manifester. Peindre, sculpter, dans ces activités, l'imagination des vieillards se manifeste jusqu'au bout de la vie."
Et surtout, jusqu'au bout, le sourire.

Des vacances à des prix club et des spectacles gratuits ? OUI, MAIS ABONNEZ-VOUS !

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

Pour connaître les programmes

- Le Carré Saint-Vincent : ☎ 38 62 45 68
- La Coupole : ☎ 64 88 69 11 / 60 60 02 63
- Espace Ligeria : ☎ 47 50 95 22
- Piano'cktail : ☎ 40 65 05 25
- La Cartoucherie : ☎ 43 74 72 74

LIONEL HAMPTON

Espace Ligeria (Montlouis-sur-Loire), le 19 mai

Plus de 84 printemps, et pourtant ni son enthousiasme ni son swing n'ont pris de rides. En préambule au 6e Festival de jazz qui aura lieu du 17 au 20 septembre à Montlouis.

4 places gratuites pour nos abonnés.

LE THEATRE AMBULANT CHOPOLOVITCH

de Lioubomir Simovitch

La Coupole / L'Arène (Combs-la-Ville), le 16 mai

Un village de Serbie sous l'occupation allemande voit arriver un beau jour une troupe de théâtre...

Mise en scène : Jean-Paul Wenzel

10 invitations pour nos abonnés.



PIRANDELLO AU THEATRE DE L'AQUARIUM

La Cartoucherie (Paris), du 12 mai au 21 juin

"L'Etau", *mise en scène,* J.-Louis Benoît,
"Je rêve (mais peut-être pas)", *mise en scène,* Didier Bezace

Réunies en un seul spectacle, ces deux pièces ont une chose en commun : un lit. Dans ces deux actes, on s'aime, on rêve et on meurt. Dans un lit.

5 places gratuites pour nos abonnés les 19, 20, 21 et 23 mai.

Tarif réduit **(80 F au lieu de 100 F) à nos lecteurs se présentant avec "Vendredi" sous le bras à partir du 19 mai.**

LA CERISAIE (création)

d'Anton Tchekhov

Le carré Saint-Vincent (Orléans), du 12 au 16 mai

La cerisaie, c'est le lieu d'une enfance jamais quittée, des fables où l'on croit que l'on sera toujours épargné par la mort...

Mise en scène : Stéphane Braunschweig

10 invitations pour nos abonnés le 16 mai.

BILL DERAIME

Piano'cktail (Bouguenais), le 15 mai

L'un de nos trop rares bluesmen français. Un concert à ne pas rater.

6 places gratuites pour nos abonnés.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

AFGHANISTAN

la paix, pour quand et comment ?

D'un seul coup, tout est allé plus vite ces dernières semaines après un statu quo de deux ans. Les Afghans peuvent-ils enfin croire à une situation de paix dans un Etat de droit ?

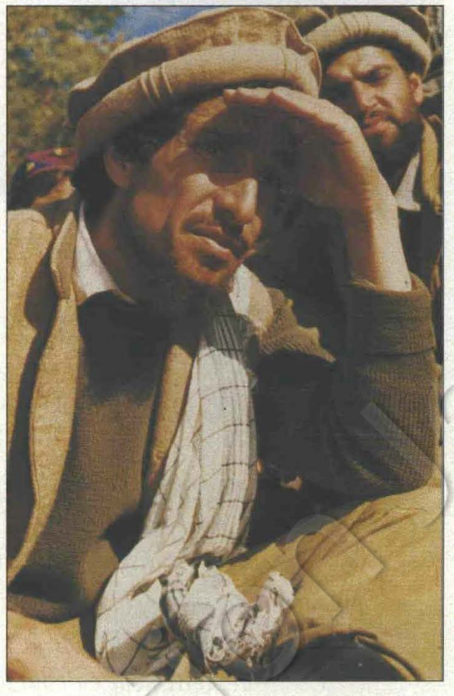
Alors que la course-poursuite entre la solution politique et la solution militaire semblait depuis le début de l'année devoir s'achever par la victoire de la première, c'est la dernière qui, de façon inattendue, vient perturber le processus onusien à quelques jours de sa mise en place.

CONTRE TOUTE ATTENTE

Les faits ont démenti par deux fois les pronostics sur l'issue de la crise afghane. Alors qu'au début des années 80, personne ne donnait cher des chances des moudjahidines divisés et faiblement armés face à l'armée soviétique, c'est cette dernière qui a finalement plié bagages en février 1989 devant l'échec de la solution militaire.
En 1992, alors que, après plusieurs années d'efforts louables en faveur d'une solution politique, les négociateurs de l'ONU semblaient toucher au but, les opérations militaires viennent, sinon détruire, du moins fortement perturber l'architecture politique de règlement du conflit patiemment mise au point par Benon Sevan, négociateur de l'ONU.

UN RAPPORT DE FORCE AU DETRIMENT DES PASHTOUNES

Ce dénouement paradoxal est le résultat des conséquences de deux phénomènes politiques peut-être sous-estimés par les chancelleries occidentales et par l'ONU.
• La disparition de l'URSS, puis l'éparpillement de sa force militaire ont privé de soutien politique puis militaire le régime de Kaboul qui semblait être le point d'ancrage stable d'un futur Etat afghan et qui était plus affaibli qu'il n'y paraissait.
• L'émergence de plus en plus évidente d'un conflit à base ethnique celui-là, apparaissant derrière le conflit officiel entre communistes et islamistes et qui concernait autant les moudjahidines que Kaboul.



▲ *Le commandant Massoud personnifie les forces de renouveau.*

Alors que l'on attendait à Kaboul un putsch de "réformateurs" démettant les "conservateurs" et leur chef Najibullah, pour négocier avec les moudjahidines, la rupture est venue de l'associatiton des milices ouzbèques et ismaéliennes avec les moudjahidines tadjiks et chiites.
La situation des Pashtounes, qui dirigent le pays depuis 250 ans, a sensiblement changé en quinze ans. Sur les six millions de Pashtounes que compte l'Afghanistan, on estime à un bon tiers ceux qui ont quitté le pays pour les camps de réfugiés au Pakistan.
Ainsi, les Pashtounes sont désormais minoritaires à Kaboul et dans l'armée. En outre, ils sont engagés majoritairement dans les courants politiques qui représentent soit le passé -les royalistes modérés de la résistance- soit les vaincus -le Parti Watan, ex-communiste, au pouvoir jusque-là à Kaboul- soit les mouvements non démocratiques comme le parti intégriste Hezbi islami.
Le commandant Massoud, lui, personnifie les forces de renouveau : c'est un ingénieur tadjik, représentant un islam pragmatique, et qui a combattu un régime non démocratique imposé par la force.
Il peut être le catalyseur d'une force majoritaire associant, dans la résistance comme à Kaboul, les partisans pashtounes et non pashtounes d'un Etat démocratique à base pluriethnique, résolvant ainsi la question vieille de 250 ans de la prépondérance politique des Pashtounes sur les pays.

LE PLAN DE L'ONU DECALE

Le plan onusien, pour avoir fait la part trop belle aux Pashtounes, modérés de Peshawar et post-communistes de Kaboul, se trouve aujourd'hui sensiblement décalé par rapport à la réalité et aux rapports de force politiques dans le pays.
L'opposition du parti intégriste Hezbi islami au plan de l'ONU pouvait se comprendre dans le mesure où son objectif était d'éviter la constitution d'une république islamique. La sous-représentation des non-Pashtounes et l'ignorance des commandants moudjahidines au profit des chefs historiques des partis de Peshawar constituait en revanche une lacune qui fut fatale au plan de Benon Sevan.
Ce plan apparaît trop comme une construction politique qui satisfait d'abord les intérêts des puissances concernées (USA, Pakistan, Iran) plutôt que ceux des populations afghanes.
Ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater que Washington et Islamabad, après avoir soutenu et armé le Hezbi islami intégriste pour lutter contre les soldats de Moscou, voient aujourd'hui leur protégé combattre la solution politique qui amènerait la stabilité qu'ils souhaitent dans la région.
Cette stabilité et cette paix, le Pakistan en a besoin pour nouer rapidement des relations politiques et économiques avec les républiques asiatiques, dont Karachi est le débouché portuaire naturel, avant que la Turquie et l'Iran ne prennent une avance décisive.

LE DIALOGUE INTERAFGHAN, PERSPECTIVE DE PAIX

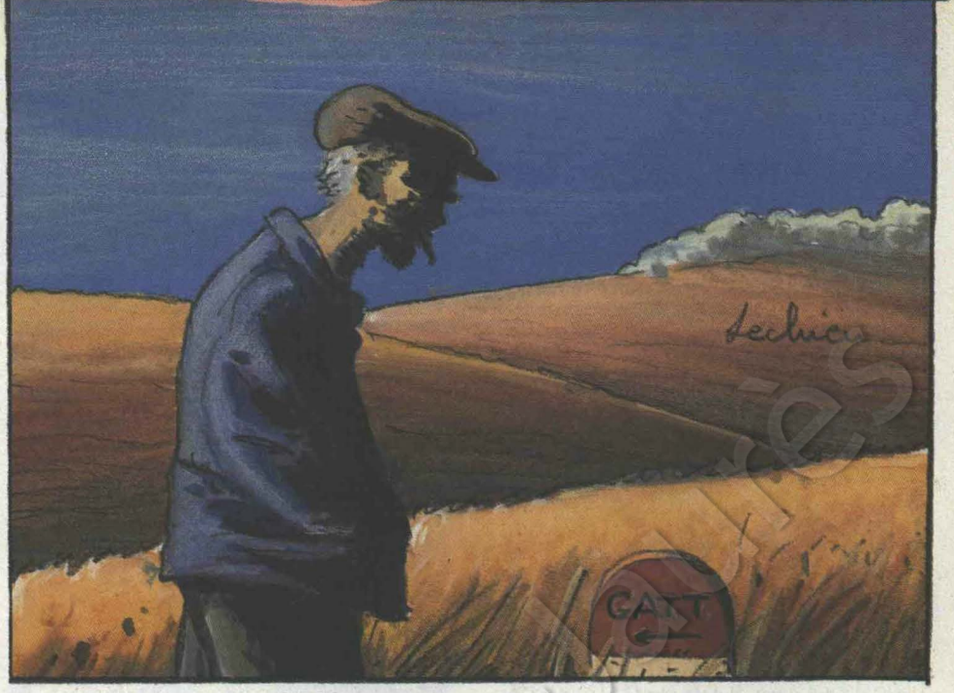
L'émergence soudaine des tensions ethniques a considérablement réduit ces derniers mois le soutien de Téhéran à Kaboul au profit d'une aide plus marquée aux minorités chiites et persophones. Inversement, le Pakistan, qui comporte une population de plusieurs millions de Pashtounes, partisans, jusque-là tièdes, du plan de l'ONU, en est devenu un ardent défenseur. Il était cependant trop tard. Washington et Islamabad, pour avoir mené une politique d'opportunité -lutte contre Moscou pour l'un, en faveur d'un éclatement de l'Afghanistan pour l'autre- auront retardé le dénouement de la crise afghane et gêné un règlement politique qui s'effectue sans eux, sinon contre eux.

Le règlement du conflit afghan a été gêné pendant de trop nombreuses années par les ingérences politiques étrangères, les pays frontaliers, notamment, privilégiant leurs intérêts nationaux au retour à la paix en Afghanistan.
Cette ingérence, qui privilégiait les chefs de partis installés au Pakistan, négligeait les combattants de l'intérieur, certes affiliés aux partis en théorie, mais relativement autonomes de leurs actes militaires ou politiques, comme le montrent les exemples de Massoud dans le Nord, mais aussi des commandants prestigieux que sont Ismaël Khan, Abdul Hak, Haqani ou Wardak.
Là également, le rapport de force joue en faveur des commandants et au détriment des politiciens de Peshawar.
Aujourd'hui, nous assistons à l'entrée en scène des acteurs afghans, qui échappent aux tutelles extérieures, et ce, pour le meilleur ou pour le pire.
Pour le meilleur, on peut espérer que les Afghans, avec l'aide de l'ONU s'ils le souhaitent, arrivent à un compromis politique intégrant les légitimes aspirations des cultures minoritaires à être reconnues comme des composantes à part entière de l'Etat afghan.
L'alliance qui se dessine entre "réformateurs" de Kaboul, anciennes milices ethniques du régime déchu et moudjahidines pragmatiques, du commandant Massoud notamment, apparaît de ce point de vue, de bon augure.
Ce dialogue interafghan, tardif et à chaud, peut déboucher sur des perspectives de paix si les nationalistes et les intégristes sont politiquement marginalisés et privés de soutiens extérieurs.

LE PS SOUTIENT LA NEGOCIATION

Le Parti socialiste, qui a dénoncé l'invasion soviétique de décembre 1979, et soutenu les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour un réglement du conflit, a toujours privilégié la recherche d'une solution politique négociée entre Afghans représentants de toutes les parties politiques, ethniques et culturelles en présence.
Au congrès du Parti socialiste de La Défense, en décembre dernier, pour signifier ce choix, avaient été invités symboliquement un représentant du gouvernement de Peshawar (Pashtoune modéré), un représentant de la résistance chiite unifiée et un représentant des démocrates de Kaboul.
Il reste à espérer, aujourd'hui, que les Afghans, qui n'ont pratiquement jamais connu d'Etat de droit dans leur longue histoire, sauront faire le choix de reconstruire un Etat respectueux des droits de l'homme et des minorités plutôt que celui de s'engager dans une interminable et destructrice guerre fratricide.

Hervé Barré



GATT

renégocier le négoce

Le récent congrès de la FNSEA et les manifestations des agriculteurs européens à Strasbourg ont fort opportunément souligné l'importance des négociations actuellement en cours dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dites du "cycle de l'Uruguay".

Au-delà de discussions extrêmement techniques, se profilent des enjeux économiques et politiques fondamentaux pour l'Europe de demain. Depuis la signature du premier accord du GATT, en 1947, les Etats signataires, soucieux de développer le commerce mondial, et de favoriser ainsi la croissance économique, cherchent à diminuer le plus possible tout ce qui peut faire obstacle à la liberté des échanges. D'où une série de négociations ayant pour objectif d'aller toujours plus loin dans l'ouverture des marchés et la lutte contre les restrictions aux importations et aux exportations. Ainsi a-t-on connu successivement, depuis trente ans, le "Kennedy round", le "Tokyo round", et, depuis 1986, "l'Uruguay round", du nom du pays qui en a accueilli la conférence de lancement.

LE POIDS DES ETATS-UNIS

La France, quatrième exportateur mondial -qui vend à l'étranger, par habitant, plus que le Japon- trouve évidemment son intérêt dans ce mouvement de libéralisation du commerce international. Elle a donc toujours été favorable au succès du cycle de l'Uruguay, et l'a réaffirmé avec constance lors de chaque grande rencontre internationale, parfaitement d'accord, en cela, avec ses partenaires de la Communauté européenne. Rappelons qu'en vertu du traité de Rome, c'est la Communauté qui négocie les accords internationaux en matière commerciale.
La difficulté de conclure le cycle de l'Uruguay provient à la fois de l'ambition de ses promoteurs et, il faut bien le dire, des arrière-pensées américaines, particulièrement manifestes dans la dernière phase des discussions. Depuis la création de la politique agricole commune (PAC), qui a renforcé l'agriculture européenne et lui a permis d'être plus compétitive et, donc, de gagner des parts du marché mondial, les Etats-Unis ont manifesté la volonté d'obtenir une modification très sensible du système agricole de la Communauté, afin de reconquérir les marchés perdus. Dans leur esprit, tel est l'objectif principal du cycle de l'Uruguay, dont l'un des volets est effectivement l'inclusion des échanges agricoles dans le champ couvert par le GATT, dont ils sont jusqu'à présent exclus.

L'AGRICULTURE POUR OTAGE

Dès 1986, la Communauté a accepté que l'agriculture soit ainsi l'un des sujets abordés dans les négociations. En contrepartie, elle a demandé que d'autres secteurs d'activité, jusqu'ici également exclus du GATT, comme les services, soient traités, et que la suppression de multiples sources de distorsion des échanges, particulièrement fortes aux Etats-Unis, soient discutés. C'est ainsi, si l'on ajoute en sus les préoccupations des pays en développement, que la prise en compte des intérêts du plus grand nombre a conduit à une négociation aux contours très ambitieux.
Il n'est donc pas étonnant qu'un accord soit difficile à trouver. Contrairement à ce qu'affirment les Etats-Unis et certains de leurs alliés, dans cette négociation, les Européens ont consenti de nombreux

efforts depuis le début des négociations, il y a six ans. Ainsi, la réforme de la PAC, actuellement discutée à Bruxelles, va parfaitement dans le sens des revendications formulées au GATT par les Américains. Mais il est, pour la Communauté européenne, un impératif d'équilibre de la négociation auquel elle ne peut renoncer. Celui-ci se traduit dans deux directions. Premièrement, nous avons accepté un débat sur les échanges agricoles, en contrepartie d'un effort des Etats-Unis dans d'autres secteurs d'activité. Or, force est de constater aujourd'hui que les négociateurs américains refusent toute concession sur les services, sur la propriété intellectuelle et les appellations d'origine, ou sur le règlement unilatéral des différends commerciaux. Deuxièmement, il est hors de question, le président de la République l'a rappelé, de mettre en cause les fondements de la PAC. Ce point doit être accepté avec réalisme par nos partenaires.
De même faudra-t-il, dans les semaines à venir, convenir d'un report de la date de conclusion du cycle de l'Uruguay. Les échéances électorales aux Etats-Unis enlèvent toute capacité aux négociateurs américains à consentir des compromis. Mieux vaut alors privilégier, à la conclusion rapide d'un texte qui ne serait pas satisfaisant, la signature d'un accord équilibré, qui soit global et donc acceptable par l'ensemble des parties à la négociation. Comme devrait une fois encore tenter de le faire comprendre Jacques Delors à George Bush au cours du sommet CEE-Etats-Unis, du 22 avril.

Gilles Dabezies

BREF... EN BREF... EN

■ **François Mitterrand posera, le 4 mai, la première pierre du nouveau palais des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe.**

■ Le gouvernement croate a lancé un appel à l'aide humanitaire pour plus de 125.000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine accueillis en Croatie. Une équipe de Médecins du monde a quitté Paris le 19 avril pour Sarajevo afin de venir en aide aux populations touchées par les combats. La France, préoccupée par l'aggravation de la situation, étudie la mise en place d'une action humanitaire, alors que la CEE et les Etats-Unis envisagent de prendre des mesures en commun contre la Serbie.

■ **Les Etats-Unis pourraient prochainement reconnaître la république de Macédoine, en accord avec la CEE.**

■ La Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) a décidé d'accorder un statut de participant à part entière à quatre délégations de chefs traditionnels, dont le roi des Zoulous, Goodwill.

■ **B. Boutros-Ghali s'est rendu au Cambodge le 18 avril, marquant officiellement le début de la mission de paix de l'ONU dans ce pays.**

■ La sixième session des négociations bilatérales israélo-arabes se tiendra à Rome, après celle qui s'ouvre le 27 avril à Washington.

la Libye face à ses responsabilités

La justice internationale tente de punir le terrorisme international. La Libye apparaît comme le premier suspect. Historique.

La Libye traîne une réputation fâcheuse : service de renseignements omniprésent, opposants assassinés, foucades périodiques du colonel Kadhafi, dont les déclarations mettent périodiquement en évidence l'autisme politique. Le "Guide de la Révolution" est, au-delà de la structure des assemblées et comités populaires, la source unique d'inspiration et de légitimité.
Pourtant, la politique étrangère libyenne est tout sauf absurde. Fondée sur un désir de reconnaissance internationale, elle exprime la volonté de ses dirigeants de jouer un rôle dans cette partie du monde.
Le bombardement américain de Tripoli, en 1986, puis les défaites de l'armée libyenne au Tchad, en 1987, avaient souligné l'isolement du système. Pour y faire face, les dirigeants de la Jamahiriyya avaient alors lancé une politique d'ouverture. Réelle sur le plan économique, cette "infitah" n'a pas eu d'accompagnement politique. Il n'existe dans ce pays aucune opposition démocratique, juste quelques cercles à l'étranger. Avec la Corée du Nord et Cuba, la Libye est l'un des rares pays du monde où la langue de bois (celle du "Livre vert") tient encore lieu de discours politique. La seule opposition existante, totalement illégale celle-là, est celle des islamistes. Il y aurait actuellement près de 4.000 islamistes dans les prisons libyennes, et le colonel Kadhafi a, il y a quelques mois, proclamé devant les magistrats que les islamistes étaient analogues à des bêtes enragées que l'on pouvait abattre impunément
Mais on ne peut parler aujourd'hui de la Libye sans évoquer l'affaire des avions. Le 21 décembre 1988, un Boeing 747 de la Panam s'écrasait près de Lockerbie, en Ecosse. Les 259 passagers (dont 189 Américains) étaient tués, ainsi que onze personnes à terre. Jusqu'en mars 1990, toutes les informations mettaient en cause Ahmad Jibril, le chef du groupuscule palestinien FPLP-CG, et son commanditaire syrien. C'est pendant l'été 1990 que la piste libyenne commença à être avancée. Le 19 septembre 1989, un avion de la compagnie UTA explosait au Niger avec 171 passagers à bord. Le 30 octobre 1991, le juge Bruguière mettait en cause six Libyens et lançait quatre mandats d'amener internationaux. Ainsi commençait, à l'automne 1991, la partie de bras de fer engagée entre les Etats-Unis, suivis par la Grande-Bretagne et par la France, et les autorités libyennes. Ces attentats relèvent à l'évidence d'une guerre de services secrets qui, par nature, échappe à toute visibilité. En l'état actuel du dossier, on peut penser que des Libyens sont effectivement impliqués dans les deux affaires, mais qu'ils n'y furent pas seuls. Mais la Libye se retrouve aujourd'hui seule au banc des accusés, la Syrie, notamment, étant provisoirement blanchie pour cause de guerre du Golfe.
Il reste à analyser et à comprendre la stratégie américaine. Depuis 1981, les relations diplomatiques sont rompues entre les deux pays. Dès son arrivée au pouvoir, Ronald Reagan avait désigné la Libye comme l'un des principaux financiers du terrorisme international. Le 14 avril 1986, vingt-quatre bombardiers américains partis de Grande-Bretagne détruisaient l'aéroport de Benghazi et pulvérisaient la caserne où résidait Kadhafi à Tripoli.



Le "Guide de la Révolution" échappait de justesse à la mort, mais sa fille adoptive, âgée de quinze mois, périt. La politique actuelle d'embargo (décidée par l'ONU avec le soutien des Européens comme la Grande-Bretagne et la France) s'inscrit dans cette détermination des Américains de mettre le régime libyen hors d'état de nuire. Depuis la guerre du Golfe, s'y ajoute une volonté clairement exprimée de contrôler le jeu au Proche-Orient.

440 MORTS INNOCENTS

Il vaut la peine de s'interroger sur les effets politiques d'une telle stratégie. Elle comporte à l'évidence certains risques. L'Europe, pourtant directement concernée, apparaît à la traîne de la puissance américaine. Les efforts de concertation à cinq plus cinq (Portugal, France, Espagne, Italie, Malte, plus l'Union du Maghreb arabe dont la Libye) sont également compromis. En outre, loin de réduire le régime libyen, l'offensive actuelle pourrait resserrer les rangs intérieurs autour de Kadhafi.
Il reste que quatre cent quarante innocents sont morts pour rien : la vérité doit être connue, les preuves doivent être rendues publiques et la justice doit passer.

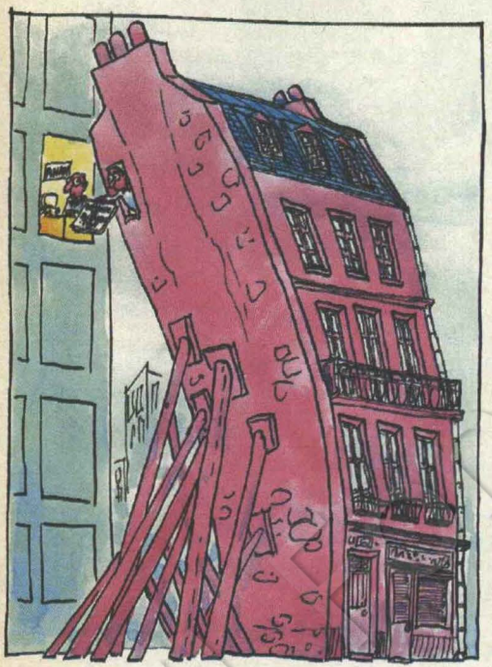
Jean-Louis Triaud

LOGEMENT

les aides à la location

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, qui subventionne la réhabilitation, accroît ses aides à l'habitat locatif.

Depuis le 1er janvier 1992, la compétence de l'ANAH (voir "Vendredi" n° 123, 29 novembre 1991) a été élargie à l'ensemble des logements locatifs privés dans un immeuble achevé depuis plus de quinze ans. Tous ces logements sont désormais assujettis à la taxe additionnelle au droit de bail (TADB) au taux uniforme de 2,5%.



Sont susceptibles de bénéficier des aides de l'Agence les travaux d'amélioration concernant :
• les logements loués à titre de résidence principale pour lesquels le propriétaire a acquitté la TADB exigible au cours des deux dernières années ;
• les logements non loués mais destinés à la location ;
• dans certains cas, la transformation en logements de locaux professionnels ou commerciaux.

LES CONDITIONS

• Les logements doivent être situés dans un immeuble achevé depuis plus de quinze ans.
• Le propriétaire doit s'engager à louer les logements, à titre de résidence principale, pendant une durée de dix ans. Ce delai est ramené à cinq ans si le logement est repris pour l'occupation personnelle du bénéficiaire ou de son conjoint, de ses ascendants ou descendants ou de ceux de son conjoint.
• Les travaux à l'intérieur des logements doivent permettre d'installer un ou plusieurs éléments de confort (WC, salle de bains, chauffage central...) ou de remplacer des installations obsolètes au point de vue de la qualité d'usage, de la sécurité, de la salubrité.
• Les travaux concernant les parties communes doivent être justifiés soit par une insuffisance des performances thermiques, phoniques ou mécaniques (solidité, protection, étanchéité), soit par l'état de délabrement des accès, des réseaux et des équipements techniques.
• Les travaux doivent être réalisés par des professionnels.
• Ils ne doivent pas être entrepris avant que l'ANAH ait donné son autorisation.
• Le locataire (sauf HLM) peut également faire une demande de subvention, avec accord du propriétaire.

L'ANAH a fixé des règles de priorité pour l'attribution de ses aides. Dans l'ordre :
1. Les travaux réalisés sur injonction administrative, à l'exception des ravalements de façade.
2. Les travaux spécifiques d'accessibilité ou d'adaptation pour les handicapés physiques.
3. Les diagnostics.
4. Les travaux permettant d'installer un ou plusieurs éléments de confort.
5. Les autres demandes.

Le demandeur n'ayant pas été subventionné peut renouveler sa requête l'année suivante, à condition que les travaux n'aient pas été entrepris entre temps.

Les subventions sont calculées en pourcentage du montant des travaux subventionnables, dans la limite d'un plafond, variable selon le type d'opération effectuée. Le taux peut varier de 25 à 70% selon les cas :
• cas général, 25% ;
• en OPAH (1) sans conventionnement, 25% ;
• en OPAH avec conventionnement, 25, 30 ou 35% ;
• dans les logements restant soumis à la loi 1948, 50% ;
• programmes sociaux thématiques (2), 40 à 70%.

Dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les taux de subvention sont portés à 40% pour les propriétaires qui acceptent de pratiquer les conditions de location dites de loyer intermédiaire et à 50% pour les logements conventionnés, non compris les aides complémentaires à l'initiative des collectivités locales.

Les dossiers de demande de subvention (devis, plans...) sont à déposer à la direction départementale de l'Equipement du lieu où est situé le logement.

Chrystie Lipani

Pour en savoir plus :

ANAH, 17 rue de la Paix, 75002 Paris.

(1) Opération programmée d'amélioration de l'habitat.

(2) Il s'agit d'une procédure offrant la possibilité d'utiliser plus largement le parc privé pour mieux loger les locataires aux ressources modestes.

PETITES ANNONCES
☎ 45.56.78.57

14201

PONTAULT-COMBAULT
4e ville de Seine-et-Marne
28.000 habitants

recrute son

RESPONSABLE DE L'ACTION CULTURELLE

- Vous êtes une femme ou un homme d'action !
- Vous savez animer, développer les différents secteurs culturels.
- Vous êtes dynamique, disponible, créatif(ve).
- Vous avez une expérience dans une fonction similaire.
- Vous pouvez être disponible le plus tôt possible.

PROFIL : ATTACHE ayant une bonne expérience de l'action culturelle.

Adressez votre curriculum vitae avec photo, à l'attention de

Monsieur le Député-Maire, 107 avenue de la République, 77347 PONTAULT-COMBAULT cedex

14202

L'A.D.D.A. de la Haute-Garonne

recrute

SON DELEGUE DEPARTEMENTAL A LA MUSIQUE ET A LA DANSE

- Licence sciences humaines ou sociales.
- Sérieuse culture musicale et chorégraphique.
- Expérience professionnelle en animation et gestion culturelles.

Envoyer CV + photo

avant le 30 avril 1992 à : Monsieur le Président de l'ADDA 31, 5 rue Jules-Chalande, 31000 TOULOUSE

14205

Que les grands épris de communication publique et politique se rencontrent !

Adh. PS, 27 ans, EFAP, 2 ans 1/2 exp., ***recherche poste chargé de communication dans mairie PS, ministère, service de presse, Assemblée nationale.***

☎ 43.50.20.98 • Fax 43.50.82.51

EMPLOI

14203 - H 36 ans, Institut d'études politiques de Paris, lic. et maîtrise anglais-italien, certificat 2e cycle Economie du développement, ***administrateur territorial,*** cherche poste dans coll. territoriale (+ de 100.000 hab.), 9 ans exp. dans fonction publique (exerçant actuellement les tutelles juridique et financière sur aéroports gérés par les CCI).

☎ 44.24.03.85 (soir) 69.84.58.07 (hdb)

14204 - JF 32 ans, maîtrise en droit et DU gestion du personnel, 4 ans exp. en conseil formation et recrutement, recherche poste ***dans un service ressources humaines, entreprise ou collectivité locale,*** Gard ou région.

☎ 66.23.18.74

A LOUER

14206 - A Turckheim, au cœur du **vignoble alsacien**, chambres d'hôte, calme, parking assuré.

☎ 89.80.80.24

SWEET HOME

14207 - **Collaboratrice *"Vendredi"*** recherche **d'urgence** F2 à Paris ou RP.

☎ 60.08.56.33

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à

...

Ma douce

On m'a conté l'autre soir une fable qui, bien qu'elle parle d'un ours et d'un jardinier, nous en apprend beaucoup sur les mœurs de ce temps, et peut-être plus que le ferait un très savant traité.

Un ours mal léché s'ennuyait tant dans les retraites solitaires de ses montagnes qu'il vint chercher compagnie dans la plaine. Là vivait un certain jardinier, prêtre de Flore et de Pomone encore. Notre homme s'ennuyait aussi, tant sa solitude était grande. Et bien qu'on soit à ce qu'il semble beaucoup mieux seul qu'avec des sots, le jardinier, n'ayant d'autre compagnie, trouva aimable celle de l'ours. Ces deux-là étaient faits pour se rencontrer. Ils se rencontrèrent, devinrent amis, bientôt inséparables. L'ours s'installa chez le jardinier, mais étant tous d'eux d'un naturel fort réservé, ils ne se parlaient guère. La compagnie de l'un suffisant à l'autre, ils se pensaient heureux.

Quand son ami dormait, l'ours se faisait fort de chasser les mouches qui se posaient sur son visage en risquant de troubler son sommeil. Un jour que le jardinier dormait d'un profond somme, une mouche se posa sur le bout de son nez. L'ours eut beau la chasser, elle revint toujours. Alors, au désespoir, dans un moment, il empoigne un pavé, le lance avec roideur, casse la tête à l'homme en écrasant la mouche.



La morale se tire aisément d'un tel conte. Dans les jours que nous vivons, on pourrait non seulement l'appliquer aux hommes, mais aussi à nos partis. Combien ont en leurs rangs -le parti du Président lui-même n'y fait point exception- de ces amis impitoyables qui sont prêts, pour le bien des autres, disent-ils, à leur écraser la tête afin de les protéger d'un danger imaginaire inventé bien souvent pour leur propre ambition ? On en voit déjà quelque exemple à propos de l'Europe.

Rien n'est si dangereux qu'un ignorant ami.

Mieux vaudrait un sage ennemi.

A bientôt, ma douce, je voudrais vous porter moi-même cette lettre.

...

VIRGIL TANASE
esprit de musique

Parmi les portraits dialogue de Martine Cadieu, certains sont de petits chefs-d'œuvre. Elle les publiait dans les années 60, principalement dans "Les Nouvelles littéraires" et "Les Lettres françaises". Groupés aujourd'hui sous le titre "A l'écoute des compositeurs" (1), ils offrent un regard irremplaçable sur l'univers de la musique contemporaine.

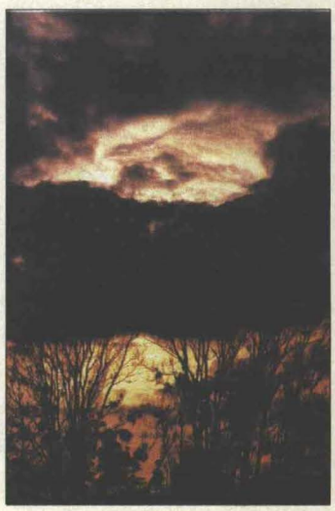
De Poulenc à Toru Takemitsu, de Luigi Nono à Penderecki, de Messiaen et Boulez à Dallapiccola et Xenakis, se retrouve la pensée qui a donné plus d'intelligence à notre ouïe, qui a conduit à découvrir un univers sonore peut-être moins réjouissant que celui d'autrefois, mais certainement tout aussi cohérent, séduisant sinon par ses audaces et ses errances, du moins par sa quête acharnée d'une nouvelle vérité musicale.

Martine Cadieu a l'œil pour surprendre le détail qui dit tout sur une personnalité. Ses questions savent provoquer les réponses essentielles. Elle sait transcrire les propos de ses interlocuteurs avec clarté, y discerner les petites phrases qui expriment en une fulgurance toute une démarche intellectuelle (Poulenc : "J'aime l'austérité qui sent le jasmin et les fleurs d'oranger." Boulez : "Les arts sont taillés dans le vif d'une époque." Messiaen : "La nature ne fait jamais des fautes de goût. La lumière qui ruisselle ne crée jamais, au couchant, de couleurs vulgaires. La pluie ne commet pas de faute de rythme." Xenakis : "Ce qui est important, c'est la manifestation de l'intelligence par le contrôle de la matière et son agencement", etc.).

L'écrit parvient à véhiculer un peu du miracle qui s'accomplit par la musique, de cette musique d'au-delà des sons que la danse munit d'une chair.

Le livre de Daniel Barenboïm, "Une vie en musique" (2), est à la fois le rappel d'un itinéraire, un mémento sentimental, une suite de rencontres avec les musiciens les plus prodigieux de notre temps et une leçon de logique artistique. Je suis autant ému par l'histoire d'un petit enfant épris de musique qui, après cinquante heures d'avion depuis son Argentine natale, s'endort, le soir de son arrivée à Salzbourg, à une représentation de "La Flûte enchantée" dirigée par Böhm où il s'était introduit subrepticement, que par la façon dont Barenboïm pense la phrase musicale, par sa manière de construire le son d'un orchestre, par l'analyse d'une œuvre, d'un style (celui de Liszt entre autres, que l'on regarde aujourd'hui avec un certain mépris). Dallapiccola, lui aussi, disait à Martine Cadieu : "On peut arriver à l'avant-garde d'aujourd'hui directement par Liszt." Bien davantage qu'un livre de souvenirs, celui de Barenboïm nous apprend comment l'interprète démonte la partition pour mieux comprendre l'idée selon laquelle elle a été construite ; et comment l'intelligence du chef d'orchestre devient celle de l'ensemble et, à travers celui-ci, celle d'un public.

Nous ne quittons pas la musique et les musiciens en ouvrant "Mémoire de la danse", de Martha Graham (3). Nous ne quittons pas l'esprit d'avant-garde non plus, celui des compositeurs interrogés par Martine Cadieu, celui de Boulez, que Barenboïm fait revenir en France après un long et véhément exil en Allemagne. Une curiosité étonnante qui lui fait découvrir les civilisations les plus diverses et la volonté d'aller au-delà du déjà acquis font de Martha Graham un des esprits artistiques les plus excitants de notre siècle. Elle le mit au service de la danse, convaincue que "le mouvement ne ment jamais". Et puis, une fois de plus, quelle galerie de rencontres, de Saint-John-Perse à Woody Allen, qu'elle trouve un jour à son cours ; d'Ingrid Bergman, qui fut son élève, à Jean-Paul II, qui la reçut à Castel Gandolfo : "C'est vous, Martha ?" Trois ouvrages dont on sort transfiguré : l'écrit parvient à véhiculer un peu du miracle qui s'accomplit par la musique, de cette musique d'au-delà des sons que la danse munit d'une chair.



La nature ne fait jamais de faute de goût.

(1) Minerve, 288.p. 158 F.
(2) Belfond, 245 p., 150 F.
(3) Actes Sud, 230 p., 148 F.

26 AVRIL : JOURNEE DE LA DEPORTATION

le temps des rafles

Il est tout rond, le visage criblé de son. Il regarde. Il sent que c'est grave. Autour de lui, les gens se taisent. Les seules paroles lâchées sont des bouts d'explication livrés, en désordre, aux enfants. A ses côtés, sa grand-mère évoque une tante et des petits cousins qui ne sont pas revenus. Il n'est pas sûr de savoir vraiment de quoi elle lui parle.



Carte émise en 1939 et estampillée du tampon "JUIF" par les autorités françaises (octobre 1940).

Ce 15 avril, il y a du monde à l'exposition mise en œuvre par le Centre de documentation juive contemporaine : "Le Temps des rafles". Juifs et non-juifs témoignent par leur présence que Vichy, la collaboration, la milice sont aussi l'histoire de France. Une sale histoire quotidienne, faite de lâcheté, d'opportunisme, de lassitude, de peur, de faim, de crapuleries et de morts. Les chiffres sont connus. A peine 2.600 survivants sur les 73.853 déportés ; plus de 11.000 enfants massacrés.

Mais les données sont réductrices. Ce qui compte, c'est l'horreur vécue intimement, dans sa chair et dans sa vie, c'est le déchirement de la mère que le gendarme français sépare à coups de crosse de sa petite fille qui pleure ; c'est la lettre du jeune Georgy qui écrit à sa maman "ici il fait trai chau". Dans quelques mois, il sera déporté avec les quarante-quatre autres enfants du foyer d'Izieu. C'est le sourire d'Anna ou de Suzanne Ostbaum, radieuses pour une éternité en forme de néant, image arrêtée avant l'horreur. Ce sont les poupées confectionnées à Drancy, tendrement aimées par des ombres qui ne peuvent trouver refuge que dans la mémoire.

LE ZELE

La barbarie commence insidieusement, s'installe au jour le jour, anesthésie les témoins. Des anciens combattants, tels les généraux Bauman ou Worms, sont radiés de l'armée. L'origine des artistes du Salon d'automne de 1941 est contrôlée. Puis viennent les lettres de dénonciation. C'est le cordonnier Josef Zimmerman, coupable de s'être tenu dans sa boutique au contact de la population. C'est la liste dressée par Pelat des immeubles appartenant à des juifs, celle des abonnés israélites au téléphone. C'est encore la lettre d'adieu de Jacques Grinbaum, otage de 18 ans, qui écrit de Drancy, le 15 décembre 1944, "ma maman que j'aimais tant, mon père et meilleur ami". Ce sont les cinquante autobus commandés par les autorités françaises en vue de la rafle du Vel d'Hiv ; les cabines téléphoniques du métro interdites aux juifs. Isolés, marqués, spoliés, dépouillés, humiliés d'abord, aussi, autant par leurs compatriotes que par l'occupant. Les maîtres d'œuvre de cette infamie plastronnent sur les photos d'époque : Papon, René Bousquet et son adjoint Leguay, Darquier de Pellepoix, Laval qui obtint des Allemands que les enfants partagent le sort tragique de leurs parents, Darnand qui fournit les forces régulières pour les rafles et le milicien Touvier.

HISTOIRE DE FRANCE

Dans une vitrine, deux textes. 27 septembre 1791, pour la première fois, un pays déclare libres et égaux tous les hommes qui vivent sur son sol. On imagine alors que rouelles et chapeaux jaunes sont à jamais abolis. Les juifs deviennent des citoyens à part entière. 3 octobre 1940, Pétain signe la loi portant sur le statut particulier des juifs. Deux moments de l'histoire de France qui illustrent sa grandeur et son déshonneur. Mais, à côté des silences complices, du pillage légal, de l'indifférence craintive, il y a des actes de dignité. Des individus, des organisations juives et non juives sauvent ici et là un enfant, une famille, un groupe de rescapés. Voici Jeanne-Marie Le Pennec et Paulette Voisine qui s'épinglent l'étoile de David, en signe de solidarité ; c'est une lettre adressée à Pétain qui réclame plus d'humanité ; ce sont ces "justes" qui, au péril de leur vie, ont caché, aidé, recueilli.

La grand-mère parle doucement au petit garçon : "Tu ne serais pas là, s'il n'y avait eu que des salauds". L'enfant la regarde, étonné. Ces cheveux encore tressés, en tas ; ces caricatures au profil monstrueux ; le petit monsieur à lunettes, avec sa pancarte autour du cou "Ich bin Jude", si seul au milieu du mépris et de l'indifférence dans une sale rue du Reich, en quoi est-ce son histoire ?

La voix de la grand-mère s'est plombée. A la moiteur de sa main, l'enfant sent, peut-être, qu'il est porteur d'un destin qui le dépasse.

F.L.

• Tous les jours ouvrables, 9 h 30 / 18 h. Salon d'accueil de l'hôtel de ville de Paris. Jusqu'au 9 mai.

• Yom Hashoa, 29 et 30 avril, lecture publique de vingt-quatre heures des noms des déportés juifs de France. Mouvement juif libéral de France. ☎ 45 75 38 01



T V

TENDRESSE

Vanves, Montrouge,
Bagneux, Aubervilliers.
Le café Alain, la rue
des Canettes dans la chaleur
d'un 14 juillet, une colonne
de réverbère, des pavés luisants.
C'est Robert et Sabine,
lui le photographe, elle l'actrice,
complices et tendres
comme des enfants.
Ce soir-là, sur A2, "Bonjour,
Monsieur Doisneau" avait
la bienveillance amusée faisant
le charme des photos qui jamais
ne jaunissent. L'enfant,
le jeune homme, le banlieusard,
le citadin furent autant de chapitres
incertains marquant la destinée
de l'éternel gamin,
vieilli par inadvertance, né il y a
tout juste 80 ans à Gentilly.
Evoquant, avec l'apparente légèreté
qui sied aux grandes émotions,
la découverte d'un père retour
du front, ridiculisé par un hameçon
égaré dans l'herbe, les devoirs
de vacances délayés par les larmes,
la mort d'une mère et le crottin
du cheval qui tire le corbillard,
l'émoi de la première vision
d'un corps de femme, la petite
bonne sur les fortifs et son ventre
qui s'arrondit, c'est Doisneau
l'instinctif, le braconnier, le timide,
le tendre qui ne photographie que
les gens qui lui ressemblent,
d'où cet air de famille de tous
ses clichés. L'apprentissage du dessin
au cours Estienne, la photographie
industrielle à Billancourt, la mise
en lumière et le goût de l'image
lisible à mille lieues de ce pittoresque
de bazar dans lequel on a voulu
enfermer cet innocent libertaire
que la fantasque Azema, grave
et gaie comme une petite fille,
plante dans une roseraie mièvre
et sucrée, contrepoint absolu
des rues qui puent le pipi de chien.
Puis c'est la guerre, conne comme
un jardin à la française, et Doisneau,
le coquelicot, qui emmerde
M. Le Nôtre et l'armée, refusant
de payer son ticket de métro pour y
aller. Doisneau reconnu, mais secret,
avec une Légion d'honneur
pour jouer, devant son déjà musée
pour rire qui trouve que,
décidément, la célébrité est un mot
comique. Doisneau le forain,
le flâneur, l'ami de Picasso
et de Braque, Doisneau la banlieue,
moche et pleine de tubards,
mais fraîche parce qu'on a 18 ans.
Et Paris, sous le ciel gris qui sculpte
les volumes, sa lumière du matin
qui réveille toute chose,
le contre-jour qui agace la ville,
tel un chat tourmenté.
Et Prévert, l'allumeur
d'émerveillement, le montreur
du quotidien poétisé par l'usure,
Doisneau la tendresse
dont le regard livre autant
qu'il délivre.
A rediffuser, vite !

F.L.

retour de "Pelléas et Mélisande"



Alison Hagley dans la mise en scène de Peter Stein.

La musique est, par nature, l'art le plus libre. Celui où, comme disait Claude Debussy, se rencontrent, le mieux possible, ces correspondances mystérieuses entre l'imagination et la nature. Mais, de tout temps, la musique est sans doute aussi la discipline artistique où le plus de canons ont été posés par des mandarins qui s'arrangèrent pour dire le beau et s'arrogèrent de le décréter.
Et, de siècle en siècle, des codes et des formes fixes ont figé les voies de l'expression musicale. Les grands pas en avant, les innovations majeures, n'ont pu se produire que par saccades, quand lâchait la soupape, lorsque le carcan n'était plus tenable. Particulièrement en matière de théâtre lyrique.
A l'opéra, les à-coups ont été successivement donnés par Glück, Wagner et Debussy. Chacun d'eux a donné un prodigieux coup de boutoir à l'édifice antérieur : Glück à l'académisme du bel canto, Wagner à la convention romantique italienne, Debussy, enfin, à l'esthétique wagnérienne, laquelle conduisait à l'asphyxie du genre, du fait que, le maître de Bayreuth disparu, plus personne n'était en mesure de prendre le relais. Ainsi, "Pelléas et Mélisande" a été l'opéra véritablement révolutionnaire du début du XXe siècle. Et le théâtre lyrique d'aujourd'hui vit toujours dans l'ère musicale qui a été ouverte en 1902 par Debussy.
"Pelléas et Mélisande" va être présenté à Paris, au théâtre du Châtelet, dans une production attendue depuis des années. Ce sera un des événements principaux de la saison, puisque la direction d'orchestre sera assurée par Pierre Boulez et la mise en scène par Peter Stein.
On sait que "Pelléas et Mélisande" tient une place tout à fait particulière dans la vie de Boulez, chef d'orchestre. Les amateurs se souviennent encore de la série de représentations données en 1969, au Covent Garden de Londres, et dont l'écho est conservé par un enregistrement qui vient d'être reporté en compact.

L'association Pierre Boulez-Peter Stein est d'autant plus riche de promesses que les deux comparses ont voulu prendre leur temps. Ils travaillent au projet depuis des années, l'approfondissent et le peaufinent, Boulez -en familiarité de longue date avec "Pelléas"- disséquant la musique de Debussy, et le livret de Maeterlinck pour le célèbre metteur en scène allemand.
Le spectacle, créé à Cardiff en février par le Welsh National Opéra a fait très forte impression sur ceux qui l'ont vu. Beauté des images -décors de Karl-Ernst Herrmann-, envoûtement de la musique. On dit le plus grand bien de la distribution, bien qu'elle ne soit pas française et que le texte soit ici si important : Alison Hagley en Mélisande et Neil Archer en Pelléas. Une nouvelle série de représentations est prévue l'année prochaine.

J.G.

Théâtre du Châtelet, → 29 avril.
☎ 40.28.28.40

... EN BREF...

■ Le Pont du Gard inscrit au titre des grands travaux. Le projet de protection du site historique et écologique, lancé en 1988, bénéficiera d'une subvention de 50 millions de F pour en assurer la mise en valeur et la protection.

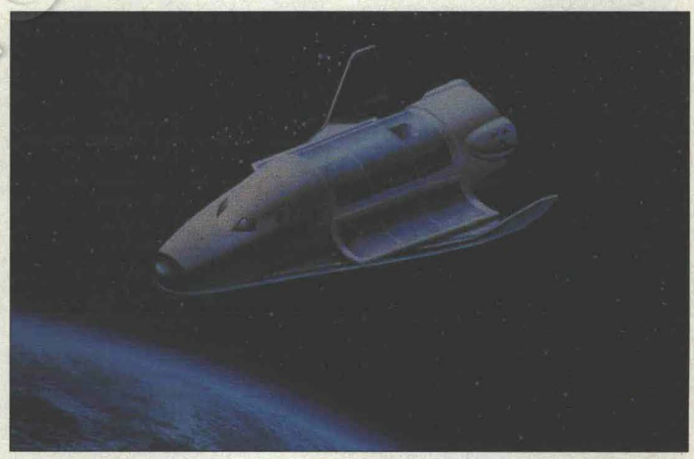
■ **Catherine Tasca en Egypte. Le secrétaire d'Etat à la Francophonie et aux Relations culturelles extérieures a eu quatre jours d'entretien avec ses homologues égyptiens sur la coopération et la promotion des relations culturelles.**

■ L'orthographe sur ordinateur. Le CNRS a réalisé un logiciel qui corrige immédiatement toute faute d'orthographe, y compris les fautes d'accord. 60.000 mots sont en mémoire. "Hésophonique-II" est conçu pour être un outil portable. Il n'est pas forcément intégré à un traitement de texte.

■ **"Mai musical" de Bordeaux 92. Programme somptueux : les 9 symphonies de Beethoven, "Don Giovanni", "Cosi fan tutte" et "Montezuma" (Vivaldi), etc. 58 concerts en 20 jours. 8 → 27/5. ☎ 56.48.58.54**

NORD-COTENTIN

culture, technique et économie



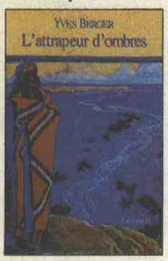
Equeurdreville-Hainneville saisit la balle du bond. L'occasion est trop belle : d'une part, 1992 a été décrétée "année internationale de l'espace" par l'UNESCO ; d'autre part, le Centre national d'études spatiales (CNES) organise une exposition intitulée "L'Espace utile" ; le Nord-Cotentin, enfin, affirme de plus en plus sa vocation de haute technologie qui vient compléter l'activité agroalimentaire jusque-là prédominante.
Autant de facteurs favorables rassemblés par la municipalité d'Equeurdreville-Hainneville -deuxième ville de la communauté urbaine de Cherbourg- pour réaliser simultanément une célébration et une opération de développement.
La célébration, celle de l'année internationale de l'espace, s'organise autour de l'exposition "L'Espace utile" (espace culturel Hippolyte-Mars jusqu'au 23 mai). Avec veillées aux étoiles, liaisons radio, stages de radio et de microfusées, clubs espace, conférences et démonstrations. Une fête de la science aura lieu les 15, 16 et 17 juin.
Opération de développement : la rencontre intitulée "Les Marchés de l'espace" ouvre de nombreuses possibilités de reconversion ou d'extension de l'industrie locale. Les responsables de la politique industrielle du CNES rencontreront les industriels locaux. Aujourd'hui, le Nord-Cotentin connaît une transformation de sa structure économique que ce type d'initiative veut accentuer.
Le complexe de La Hague, la construction navale, la centrale nucléaire de Flamanville, des entreprises de pointe telles Eurysis, ou Alcatel, ont des caractéristiques communes qui donnent un nouveau profil économique à la région. Par cette synergie entre le culturel et les techniques de pointe, Equeurdreville-Hainneville prend le développement de l'économie régionale comme enjeu.

J.G.

☎ 33.53.96.00

post-scriptum

YVES BERGER
"L'Attrapeur d'ombres"



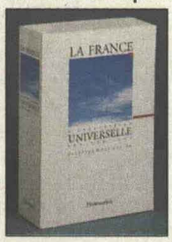
Voici que le sortilège fonctionne à nouveau. Comme dans "La Pierre et le saguaro". Yves Berger, en quête d'éternité ou, à tout le moins, d'un tout petit peu plus de temps, entraîne son lecteur au long de ses voyages dans l'Ouest américain. Là où les distances n'ont plus de signification, où l'homme est rare, où le passé porte le plus d'ombre.
Une célébration que rien ne distrait, qui enrôle le lecteur. Le place et le laisse -où est passé le narrateur ?- face aux séquoias, géants venus du fond des âges, chaviré par leur beauté absolue.
Grasset, 170 p., 90 F.

MICHEL WINOCK
"Le Socialisme en France et en Europe"



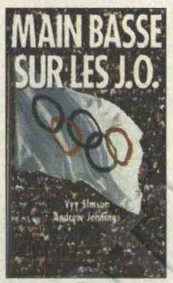
Faire le point sur l'idée socialiste en France, le chemin parcouru et les voies utilisées est de circonstance. Michel Winock précise ce qui a fait (et encore) la spécificité du socialisme français : les liens entre socialisme et révolution (et la Révolution), socialisme et utopie, socialisme et démocratie, socialisme et classe ouvrière, parti et syndicat, socialisme et social-démocratie. Le caractère didactique du livre, au contraire des craintes de l'auteur, apporte davantage de clarté que de sécheresse.
Complété par plusieurs études ponctuelles (La Commune, Jean Allemane et l'allemanisme, socialisme et patriotisme, socialisme et communisme).
Seuil-Points histoire, 450 p., 48 F.

La France à l'Exposition de Séville



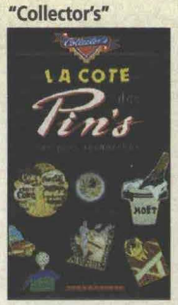
Les expositions universelles passent par la figure obligée des pavillons nationaux. Celui de la France, audacieux et beau, sera l'un des plus en vue. Dans ce volumineux catalogue, François Mitterrand précise quel sera le message de la France à Séville : défense de la liberté et création permanente de libertés nouvelles, solidarité de tous les peuples, partage du savoir, réflexion éthique et morale.
Voici la France sous tous ses aspects, en livre de poche. A lire avant d'aller à Séville et à reprendre souvent -au retour- pour le souvenir.
Flammarion, 650 p., 95 F.

VYV SIMSON ET ANDREW JENNINGS
"Main basse sur les JO"



Ce livre sera-t-il en librairie à Barcelone lors des Jeux d'été ? Juan Samaranch y prend une volée de bois vert. Tout le mouvement olympique est décrit comme un affairisme louche, géré hors de tout contrôle, aux antipodes de son idéal.
Quatre ans d'enquête et une moisson peu ragoûtante : les liaisons entre de grandes multinationales (Coca-Cola, Adidas...) et les hommes, via des sommes colossales. L'essentiel n'est plus de participer mais de prendre part.
Flammarion, 362 p., 130 F.

"Collector's"



Collectionneurs branchés, voici pour vous. Une série de volumes abondamment illustrés consacrés à vos passe-temps favoris.
La folie des pin's, dont on annonce la fin prochaine mais qui ne donne aucun signe d'épuisement, déferle. Le pin's s'affiche avec sa cote. De même, les télécartes, venues en précurseur de toutes les cartes à puce dont nous nous servirons demain. Ou encore les disques rares, les échantillons de parfum ou les boules de neige. Que ne collectionne-t-on pas ?
Syros Alternative, 100 p., 85 F chaque.

MAXIME VENGEROV
Beethoven et Brahms



Maxime Vengerov a dix-huit ans. Jusqu'ici, on le connaissait surtout par un récital, certes éblouissant et prometteur ("Valse scherzo", de Tchaïkovsky, élégante, et "Tzigane", de Ravel, dynamique) mais assez conforme au premier disque type carte de visite-démonstration : un passage obligé.
Ce deuxième enregistrement va bien au-delà des promesses. On ne dira rien de la technique... et pourtant, la virtuosité cesse d'être une prouesse pour apporter un supplément de fluidité. Dans la "Sonate à Kreutzer", de Beethoven, et davantage dans la 2e sonate avec piano de Brahms, ce sont le tempérament et la maîtrise qui font de ce pur produit de l'école sibérienne du violon un des grands talents de demain.
Teldec, 74001, 60' 04", env. 125 F.

OTTO KLEMPERER
Schumann et Franck



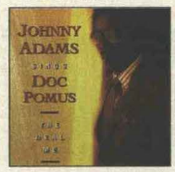
Klemperer n'avait de cesse qu'il ait arraché à la musique ses derniers secrets. Sa direction d'orchestre visait à mettre en lumière toute la partition, à dégager la structure pour découvrir l'essence de l'œuvre et la présenter en toute clarté. Jusqu'à la sécheresse, fût-ce au prix d'une extrême lenteur.
Bach, Brahms, Mahler, Bruckner et leurs grandes architectures lui ont permis les plus grandioses interprétations. Mais il faut, toutes affaires cessantes, le retrouver dans la symphonie en ré de César Franck. Cette grande machine musicale si souvent engluée dans un magma sans logique devient, avec Klemperer et le New Philarmonia, l'évidence et la beauté. Avec le concerto pour piano de Schumann et Annie Fischer, précise et subtile.
EMI-classics, 764145, 7143", env. 95 F.

JEAN-PIERRE MAS



Jean-Pierre Mas n'a certes pas vendu (ni même enregistré) autant de disques qu'un Keith Jarrett ou qu'un Chick Coréa. Mais nous aurions tort de nous arrêter à ces considérations mercantiles.
Après un duo avec le guitariste Alan Oldsworth, le nouvel album de ce pianiste respire un plaisir de vivre et de jouer communicatif. Intimiste, familial, Jean-Pierre Mas, polyinstrumentiste (piano mais aussi basse, sax, percussions, guitare...) joue sans virtuosité excessive mais avec une réelle inspiration. Parfois mélancolique comme le bandonéon de J.-J. Mosalini ("Embronys"), souvent radieux lorsqu'il s'agit de chanter son amour paternel ("Sao Luis", "Bébé Jules"), fraternel avec ses amis Didier Lockwood, Dédé Ceccarelli, ce pianiste aux lorgnons est bigrement attachant.
JMS/WMD, 702061, 56' 20", env. 130 F.

JOHNNY ADAMS SINGS DOC POMUS
"The Real me"



En moins de temps qu'il ne faut pour le chanter, le blues perdait un de ses duos les plus prolifiques : Mort Shuman et Doc Pomus. Il y a quelques semaines, Lou Reed dédiait son "Magic & Loss" à ce dernier, Johnny Adams lui consacre rien moins qu'un album en reprenant une dizaine des titres signés par le défunt et ventripotant barbu (le blues, c'est avant tout de la tripe, savez-vous ?).
Cautionné par la présence d'un autre docteur ès blues, Dr. John, "The Real me" est ce qu'on pouvait espérer de mieux pour saluer une dernière fois le monument que fut Doc Pomus.
Sky Ranch/WMD, 652318

CINEMA

"Une belle journée d'été" ("A brighter summer day").

Edward Yang, l'un des phares de la Nouvelle Vague du cinéma taïwanais, fait partie de ces émigrants qui ont fui la Chine communiste et sont arrivés dans l'île sur les pas de Tchang Kaï-chek. Dans les années 60, leurs enfants, nés et élevés sur place, furent submergés par le rock'n roll et les films d'Hollywood. On imitait tout ce qui venait d'Amérique. Y compris la chasse aux sorcières. A 40 ans, pour son quatrième film, Edward Yang, qui a fait ses études de cinéma à l'université de Californie, a puisé dans ses souvenirs d'adolescence pour réaliser une sorte de "Fureur de vivre" extrême-orientale avec ses amours, ses amitiés, ses rivalités et ses rites d'initiation.
Tourné en 1991, fondé sur des faits réels datant de 1960, on y découvre l'extrême violence de ces véritables gangs d'adolescents. Xiao Si'r, 14 ans, qui vient d'entrer à l'école secondaire, et dont le père est arrêté pour activités procommunistes, se lie aux membres du "gang du Parc". Son univers a trois pôles : l'école, la famille et le gang. Et trois pays, Taïwan, la Chine populaire et les USA. Un amour, Ming. Un rival, Honey. L'affrontement des gangs est inéluctable...
Zhang Zhen et Lisa Yang, les deux principaux interprètes, forment un couple attachant, mélancolique et tragique. Edward Yang, combinant les destins particuliers et l'histoire, la contemplation et la violence, réussit une grande fresque romanesque, rivalisant ainsi avec Hou Hsiao Hsien, autre grand réalisateur taïwanais, qui avait obtenu le Lion d'Or à Venise, en 1989, avec la magnifique "Cité des douleurs".

C.P.



Zhang Zhen et Liza Yang.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Françoise Lorrain (télévision - enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

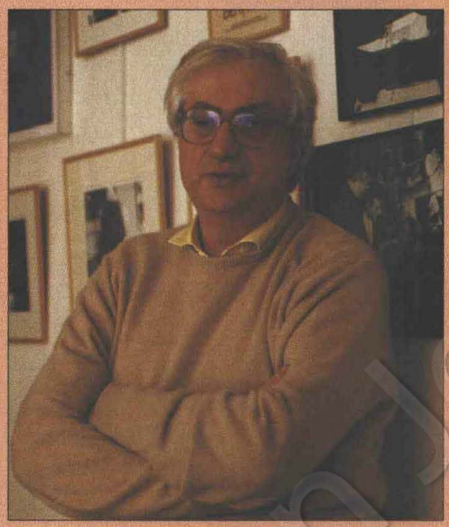
BERTRAND TAVERNIER

"Que la fête commence", "La Passion Béatrice", "La Vie et rien d'autre", jusqu'à présent, il avait abordé l'histoire sous l'angle de la fiction. Avec "La Guerre sans nom", Bertrand Tavernier montre la guerre d'Algérie comme on ne l'avait jamais fait. Propos critiques sur la mémoire trop courte et sur notre société en crise.

Dans votre documentaire historique "La Guerre sans nom", pourquoi avoir choisi, avec Patrick Rotman, le point de vue de la base, en donnant, pour la première fois, la parole aux appelés ?
Parce qu'ils sont les oubliés. Les débats précédents faisaient sortir de terre des généraux, des politiques, mais jamais les obscurs. J'ai voulu fouiller dans la mémoire de ces gens qui ont effectivement fait la guerre. Qu'est-ce qui se passait dans la tête de ces jeunes Français de vingt ans qui, du jour au lendemain, ont franchi la Méditerrannée ? Deux millions et demi de jeunes y sont allés. Une partie de la politique française de ces trente dernières années prend ses racines là-bas. A commencer par le trajet de la plupart des hommes politiques au pouvoir.
On a fait beaucoup de découvertes. Les réalités physiques d'une guerre dans la neige, d'une armée mal préparée... J'ai compris les sentiments de trahison et de déshonneur que pouvait éprouver un lieutenant Algérie française à qui on a ordonné d'abandonner les harkis. On a proposé de rapatrier les hommes sans leurs familles, on a ordonné aux médecins de détruire les dossiers médicaux de leurs patients algériens au risque de provoquer des épidémies de tuberculose. Ces actes me semblent aussi graves que la torture, presque des crimes de guerre. C'est aussi un film qui lutte contre le manichéisme, qui montre que les paras n'étaient pas tous des bourreaux racistes. C'est tout le contraire des documentaires fracassants où l'on cherche le sensationnel, la petite phrase assassine. Je n'ai pas essayé de faire du spectacle, mais d'écouter, de laisser parler. Ce travail sur la mémoire me semble le plus important.

Est-ce la guerre d'Algérie qui a fait votre éducation politique ?
Oui. Je n'oublierai jamais le choc que j'ai eu en découvrant "La Question", le livre d'Henri Alleg, en arrivant au lycée Henri IV. Auparavant, j'étais pensionnaire, peu en contact avec ce monde. Tout d'un coup, j'ai découvert cette guerre, et que le cinéma n'en était pas coupé : des cinéastes ont pris position en signant le "Manifeste des 121". Plus tard, j'ai aidé mon assistant, Laurent Heynemann, à tourner "La Question".

Y a-t-il une spécificité française de l'oubli ? Pensez-vous que cela puisse expliquer la montée de l'extrême droite ?
Bien sûr. Le silence encourage tous les extrémismes car, à partir du moment où les gens ne savent pas, on peut dire n'importe quoi. Le silence des institutions sur la guerre d'Algérie permet à Le Pen de faire applaudir Degueldre dans ses meetings. Comment l'expliquer ? Il y a une forte responsabilité des hommes politiques qui ont tous été mouillés dans cette guerre.
En France, il y a des sujets qu'on ne peut pas traiter, tels Dreyfus ou les fusillés de la guerre de 1914-18. Au moins, les Américains ont jugé le lieutenant Caley. On attend toujours une enquête sérieuse sur la disparition de Maurice Audin. L'amnistie sur l'Algérie a été votée pour ne pas avoir à enquêter sur l'OAS. Il y a, dans la mentalité française, un refus d'examiner réellement sa propre mémoire quand celle-ci devient gênante. Ce qu'on peut voir dans les affaires récentes. On ne veut pas affronter les sujets difficiles. On les noie dans des commissions d'enquête.



On est en train de créer des citoyens sans mémoire, et c'est ce qu'il y a de plus dangereux.

Certains personnages ont reconnu avoir parlé pour la première fois. Le film a-t-il eu un effet thérapeutique ?
De toute évidence. Certains d'entre eux nous ont dit qu'après avoir été filmés, ils n'ont pas dormi pendant un mois et demi. J'ai participé à une trentaine de discussions après le film, où de nombreux anciens d'Algérie se sont mis à parler. Et puis, on reçoit beaucoup de lettres, de témoignages. Des femmes qui disent que, depuis la sortie du film, leur père, leur mari, leur frère leur en ont parlé, qu'elles ont découvert un autre homme. L'effet de libération de parole est énorme. Il y a aussi les plus jeunes qui découvrent. Enfin, ces anciens d'Algérie, dans des hôpitaux psychiatriques, avec des traumatismes psychiques graves. Ces gens-là sont effacés de la mémoire collective. Il a fallu trente ans pour qu'on parle d'eux en France. Ils sont plusieurs milliers. En Amérique, on a très bien étudié les traumatismes psychiques de la guerre du Viêtnam. En France, rien. On est en train de créer des citoyens sans mémoire, et c'est ce qu'il y a de plus dangereux.

Président de la société des réalisateurs de films, quels sont pour vous les combats à mener pour le cinéma français ?
Le combat numéro un est à mener au plan de l'Europe, pour éviter que nous ne devenions une colonie américaine. C'est un paradoxe que de voir, en France, tous ces titres américains à l'affiche, alors que notre pays est l'un de ceux où l'on parle le moins cette langue. On a affaire au pays le plus impérialiste du monde, prêt à tout balayer. En ce qui concerne la distribution des films, le gouvernement socialiste est arrivé au résultat inverse de ce qu'il avait dit en 1981. Ça commence avec l'imbécillité de la création de La 5, ça continue avec l'accord récent Pathé-Gaumont.

Comment va la société française ?
La France vit une crise sans précédent. La société et l'Etat français sont profondément malades. Quand le courant ne passe plus entre les dirigeants, ou l'opposition, et les citoyens, il y a un affaissement mental. Le pouvoir est très loin des réalités. Je viens de faire un film, "L 617", qui sortira en septembre, sur la vie quotidienne d'un groupe de lutte contre les stupéfiants. C'est très proche de "La Guerre sans nom". Des gens qui sont en bas de l'échelle, qui ne sont pas aimés. On pourra comparer les discours du pouvoir et la réalité dans la rue. Les décideurs ne prennent pas en compte les praticiens de terrain. La réalité ne rentre pas dans leur schéma. Dans les affaires de fausses factures, on pouvait se rendre compte d'emblée de l'effet désastreux sur les électeurs. Et pendant quatre ans, on a refait les mêmes erreurs ! Alors qu'il aurait été de l'honneur et de l'intérêt de la gauche de regarder la réalité en face et de prendre ces questions à bras le corps.

Propos recueillis par C.P.

UN AN POUR CONVAINCRE...

**S'abonner,
ou abonner des amis,
c'est devenir membre
du club Vendredi
et bénéficier de vacances
à prix réduits,
places gratuites
pour des spectacles
ou festivals...**

UN AN POUR FAIRE RENAITRE L'ESPOIR...

**Faîtes
connaître
"Vendredi"
autour
de vous,
abonnez
vos amis,
abonnez-vous,
réabonnez-
vous.
En un mot :
SOUTENEZ-NOUS !**

VENDREDI A BESOIN DE VOUS

JE M'ABONNE !

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

Code postal.....

Ville.....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*
❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*
❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

❑ *Veuillez abonner de ma part ou*
❑ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant 5 semaines*

▼ 3 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

Abonnement 1 an : **260 F**
DOM-TOM / CEE : **400 F**
Autres pays : **600 F**
Soutien : **500 F**

A renvoyer à : "Vendredi"
service lecteurs,
10 rue de Solferino,
75333 Paris cedex 07
accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque à l'ordre de "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande adresse.

AMIS LECTEURS, UN EFFORT !

Collection Jean Jaurès